



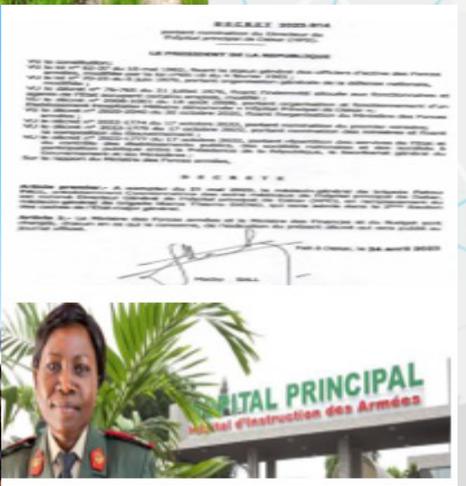
République du Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

Ministère des Finances et du Budget

Direction générale du Budget

Direction de la Programmation budgétaire



DOCUMENT BUDGETAIRE GENRE 2024

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	4
I. OPERATIONALISATION DE LA DIMENSION GENRE.....	7
1.1. LES ENJEUX ET DEFIS.....	10
1.2. LES ACQUIS.....	13
1.3. GENRE DANS LES PROJETS/PROGRAMMES.....	26
II. BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE : INTEGRATION DU GENRE DANS LA PLANIFICATION OPERATIONNELLE DES MINISTERES.....	33
II.1. BILAN DES RÉALISATIONS SECTORIELLES.....	33
SECTEURS DE SOUVERAINETÉ.....	33
SECTEURS SOCIAUX.....	35
SECTEURS ÉCONOMIQUES.....	45
II.2. CONTRAINTES.....	49
II.3. MAQUETTES DE BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE.....	50
CONCLUSION.....	75



Republic
of Rwanda

**WOMEN
DELIVER
CONF**



**“ Une société où la femme
une société en décadence**

EN
ER 2023
ERENCE



Republic
of Rwanda



n'est pas respectée, est

”

S.E.M MACKY SALL

Président de la République du SÉNÉGAL

Extrait du message de SEM Macky SALL, à la Conférence sur les femmes (Women Deliver), tenue le 17 juillet 2023 à Kigali.

INTRODUCTION

Dans la dynamique de bâtir une **société équitable et dépourvue de toute forme d'inégalités et d'iniquités**, des choix stratégiques sont retenus dans le **Plan Sénégal Emergent** (PSE), référentiel de la politique économique et sociale pour une participation inclusive, équitable des acteurs au processus de développement.

En amont du PSE, la **Stratégie nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre** (SNEEG), cadre de référence national pour l'effectivité de l'égalité entre les femmes et les hommes, s'inscrit dans la perspective de « *faire du Sénégal un pays émergent à l'horizon 2035 avec une société solidaire dans un Etat de droit, sans discrimination, où les hommes et les femmes ont les mêmes chances de participer à son développement et de jouir des bénéfices de sa croissance* ».

Le présent **Document budgétaire genre** est élaboré dans un contexte marqué par les crises multiples, notamment les impacts socioéconomiques de la COVID-19, les effets des changements climatiques et les conséquences du conflit russo-ukrainien qui risquent de compromettre les efforts publics initiés dans le cadre de l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Nonobstant ce constat, le Ministère des Finances et du Budget, à travers le budget de l'Etat, compte jouer sa partition pour une opérationnalisation effective de la SNEEG à travers l'intégration de la dimension genre dans la chaîne **Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi-Evaluation** (PPBSE) pour sa meilleure prise en compte dans les politiques publiques : **la Budgétisation sensible au genre** (BSG).

Cette budgétisation sensible au genre est requise pour réussir les conditions nécessaires à l'effectivité des engagements du Sénégal en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et plus particulièrement les articles 1 et 7 de la Constitution.

Au niveau du suivi-évaluation, les **revues annuelles conjointes** (RAC), moments de partage des performances de la politique économique et sociale mais également, de bilan des thématiques transversales, constituent de précieux outils d'appréciation du degré de prise en charge de la dimension genre dans la stratégie d'allocation des ressources publiques et dans les choix budgétaires.

La démarche méthodologique adoptée par le Ministère en charge du budget est basée sur l'entrée par les **programmes budgétaires** pour une intégration effective de la dimension genre dans la programmation budgétaire. Cela nécessite un examen minutieux, avec des « lunettes genre », de l'ensemble des actions déclinées dans les différents Projets annuels de Performance (PAP), avant de proposer des activités dédiées et de procéder aux corrections nécessaires. Il en découle, in fine, un cadre de performance sous-tendu par une budgétisation des activités sensibles au genre.

Le **Document budgétaire Genre 2024**, élaboré dans le contexte socioéconomique cité supra, devra-t-il ainsi tenir compte de la formulation du Plan national de Développement (PND) et du Plan d'Actions prioritaires (PAP 3) qui couvriront la période 2024-2028. Ainsi, ce PND/PAP 3 partant des acquis enregistrés dans la mise en œuvre des deux (2) premiers PAP du PSE, va intégrer les nouveaux défis de développement émergents ainsi que les mesures accélératrices devant mener vers l'atteinte des Objectifs de Développement durable (ODD) en 2030.

Pour ce faire, les pouvoirs publics, tout en veillant à la stabilité du cadre macroéconomique et en consolidant les performances en termes de croissance économique, ont réussi à prendre en charge les priorités et urgences sociales incompressibles. Cela a été possible grâce à la mise en place de divers mécanismes de mobilisation de ressources, tant internes qu'externes, la redistribution et le ciblage des appuis et dépenses pour soutenir l'activité économique intérieure et les ménages particulièrement vulnérables.

Dans les grandes lignes, le présent document est bâti autour de deux (02) parties : (I) **l'opérationnalisation de la dimension genre** à travers les enjeux et contraintes, les acquis et les principaux projets/programmes choisis dans le Programme d'Investissements publics (PIP) 2024-2026 selon l'approche du **marqueur genre** de l'Organisation de Coopération et de Développement économique (OCDE) et (II) **le rapport budgétaire genre des différents départements ministériels**. Cette dernière partie qui retrace les réalisations des secteurs de souveraineté, sociaux et économiques, est suivie des maquettes de budgétisation sensible au genre.



OPERATIONALISATION DE LA DIMENSION GENRE

I. OPERATIONALISATION DE LA DIMENSION GENRE

Depuis janvier 2023, le Gouvernement s'est engagé dans l'élaboration du Plan national de Développement accompagné de son 3^{ème} Plan d'Actions prioritaires (PND/PAP 3) qui couvrira la période 2024-2028. Ce document stratégique capitalisera les acquis enregistrés dans la mise en œuvre des deux premiers PAP (2014-2018 et 2019-2023) et ambitionne de concrétiser la vision déclinée dans le PSE qui épouse le principe majeur de l'Agenda 2030 : « **Ne laisser personne de côté** », dans la volonté de bâtir une société solidaire dans un Etat de droit.

Ce faisant, le PAP 3 souligne, dans sa version actuelle, qu'il est primordial d'assurer l'équité entre les femmes et les hommes dans les politiques publiques de manière à réduire les inégalités de genre. Il propose ainsi de garantir la pleine participation des femmes dans le développement socio-économique. Cela passe nécessairement par l'éradication de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes en renforçant la place et le rôle de celles-ci dans la société.

A cet effet, sur la période quinquennale (2024-2028), il est attendu deux (2) effets majeurs portant sur le renforcement de la représentation des femmes dans les instances de prise de décisions et sur l'amélioration de leur participation active dans la vie économique.

Par ailleurs, le Gouvernement a réaffirmé son engagement à poursuivre les efforts visant à réduire les inégalités basées sur le genre à travers l'accord de financement au titre du **Mécanisme élargi de Crédit** et de la **Facilité élargie de Crédit** (MEC/FEC) combinés à la **Facilité pour la Résilience et la Durabilité** (FRD) conclu en juin 2023 avec le Fonds monétaire international (FMI).

Dans cette optique, il s'agira pour l'Etat, de :

- accroître les dépenses sociales allouées aux programmes destinés aux jeunes filles et aux femmes y compris ceux visant à réduire (ou minimiser) les disparités relatives au genre et les obstacles à l'éducation des filles plus particulièrement dans les filières scientifiques et techniques spécialisées au niveau secondaire et supérieur ;
- prendre des mesures pour l'effectivité des engagements internationaux et régionaux en faveur du genre, notamment dans la mise en œuvre du schéma type de l'institutionnalisation du genre dans les Etats membres de l'UEMOA ;
- renforcer la composante « statistique genre » de la stratégie nationale de développement de la statistique à travers des projets et programmes structurants ;
- accroître les ressources allouées à la formation, au renforcement des capacités en genre des administrations publiques et autres acteurs du schéma de mise en œuvre de la SNEEG et les plans sectoriels d'institutionnalisation du genre ;
- dérouler des formations et octroyer des crédits aux femmes entrepreneurs dans les secteurs et filières porteurs ;

- développer des programmes impliquant les femmes et les jeunes filles à la gestion des changements climatiques et des crises, notamment le plan d'actions R1325¹ sur les femmes, la paix et la sécurité en vue de renforcer leur résilience ;
- prendre les actes administratifs et réglementaires pour assurer le fonctionnement des organes de gouvernance de la SNEEG (2023-2024) en l'occurrence le « Conseil interministériel Genre et Développement » et le « Comité technique de Suivi » ;
- mobiliser les ressources adéquates pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de communication axée sur la politique genre.

Par ce nouveau programme, le Gouvernement entend poursuivre l'assainissement du cadre macroéconomique et des finances publiques et une gouvernance vertueuse des ressources publiques, en vue de bâtir une économie plus résiliente, capable de générer une croissance forte, inclusive et génératrice d'emplois.

Ainsi, pour l'année 2024, la consolidation budgétaire sera de mise avec le déficit budgétaire qui devrait s'améliorer de **1,6 point** de pourcentage, passant de **5,5%** du PIB (1 045,5 milliards FCFA) dans la LFI 2023 à **3,9%** du PIB (840,2 milliards FCFA) en 2024.

Dans le domaine de la **coopération multilatérale**, la réduction des inégalités basée sur le genre est devenue actuellement une conditionnalité pour la mobilisation de ressources concessionnelles. Les quelques exemples, mis en exergue ci-après, illustrent à souhait la priorité accordée à la question.

De même, les études du **FMI** montrent que « les pays peuvent tirer profit d'une réduction des disparités de genre : la croissance gagne en vigueur, les inégalités de revenu baissent et l'économie devient plus résiliente. Dans près de **90%** des pays, les femmes se heurtent à au moins un obstacle juridique lorsqu'il s'agit d'accéder à la propriété, d'hériter ou d'ouvrir un compte en banque. Dans les pays à revenu intermédiaire, moins de **53%** des femmes possèdent un compte bancaire. Des écarts persistent entre hommes et femmes sur le plan des revenus et des taux de participation à la population active. Si le taux d'activité des femmes atteignait celui des hommes, le PIB pourrait gagner **5%** aux États-Unis, **9%** au Japon et **2%** en Inde ».

Pour évaluer et adapter les politiques des pays, l'appui du FMI est orienté vers la participation des femmes à la « population active », l'inclusion financière, la budgétisation sensible au genre, les barrières juridiques et les études et analyses.

Pour l'**Agence des Etats Unis pour le Développement international** (USAID), la promotion de l'égalité des sexes et la progression du statut de toutes les femmes et filles dans le monde est essentiel pour atteindre les objectifs de la politique étrangère et de développement des États-Unis.

¹ Il contribue notamment à remplir deux objectifs : protéger les femmes et les filles des violences sexuelles et sexistes et permettre aux femmes de participer pleinement, sur un pied d'égalité, aux institutions et aux processus de décision du secteur de la justice et de la sécurité

L'USAID a adopté plusieurs politiques et stratégies globales et interdépendantes visant à réduire les inégalités entre les sexes en vue de permettre aux filles et aux femmes de jouir de leurs droits, de déterminer leurs résultats dans la vie, d'influencer la prise de décision et de devenir des agents de changement dans les ménages, les communautés et les sociétés. Ensemble, ces politiques et stratégies fournissent des orientations d'une part, sur la poursuite d'investissements plus efficaces et fondés sur des données probantes dans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et, d'autre part, sur l'intégration de ces efforts dans les programmes de développement à la base.

La **Banque mondiale** (BM), à travers l'indice « Women Business and the Law » (WBL), « les femmes, l'entreprise et le droit », analyse les lois et réglementations affectant les opportunités économiques des femmes dans 190 économies concernant huit (08) domaines ayant un impact sur la participation économique des femmes : mobilité, travail, rémunération, mariage, parentalité, entrepreneuriat, actifs et retraite. D'après cet indice, en 2021, près de **2,4 milliards de femmes** ne possédaient toujours pas les mêmes droits économiques que les hommes dans le monde. En Afrique, bien qu'aucun pays n'ait atteint la parité parfaite, de nombreux efforts se poursuivent dans le domaine. A ce titre, le Sénégal occupe la **36^{ème}** place avec un score de **66,9**.

Par ailleurs, en matière d'évaluation du niveau de développement humain des pays tenant compte des inégalités, le rapport national sur le développement humain 2022 fait ressortir une valeur de **0,511** pour l'IDH et classe le Sénégal à la **170^{ème}** place au niveau mondial et la **34^{ème}** place au niveau africain. Pour l'IDH ajusté aux inégalités, le Sénégal qui gagne deux (02) places avec une valeur de **0,354**, occupe la **131^{ème}** place.

Concernant la **Banque africaine de Développement** (BAD), elle promeut l'égalité des sexes dans ses opérations depuis plus de deux décennies. Cette institution est passée d'une approche axée sur les femmes à une approche visant l'égalité homme-femme. Elle a fait de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles, un élément central de ses activités basées sur l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies intégrant les préoccupations des femmes dans les opérations et engagements internes et externes.

En dehors des stratégies mises en œuvre par le Ministère en charge de la femme, le Ministère des Finances et du Budget, à travers la Direction générale du Budget, s'est inscrit dans une démarche novatrice visant à promouvoir la justice et l'équité entre hommes et femmes dans le souci d'optimiser l'utilité sociale de la dépense publique.

Dans cette optique, l'intégration du genre dans la chaîne **Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi-Evaluation** (PPBSE) à travers la Budgétisation sensible au Genre (BSG), devient un impératif. Cette approche vise à *créer les conditions d'une conception et d'une mise en œuvre des politiques publiques de manière à assurer l'identification et la prise en compte des inégalités de genre.*

S'agissant des « *projets intégrant la dimension genre* », leur choix est assujéti aux conditions **du marqueur G de la politique d'égalité de genre de l'OCDE** en tant qu'indicateur de politique utilisé pour suivre l'affectation des ressources des bailleurs de fonds dans le cadre de la promotion de l'égalité de genre.

Cette première partie du Document budgétaire Genre (DBG 2024) comprend : (i) les **enjeux et défis de l'intégration du genre dans les politiques publiques** ; (ii) les **acquis** et (iii) les **principaux projets/programmes genre** inscrits dans le PIP 2024-2026.

1.1. LES ENJEUX ET DEFIS DE L'INTEGRATION DU GENRE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES

L'Etat s'est inscrit dans la dynamique de réduction des inégalités de genre qui constitue la clé de voûte d'une croissance plus vigoureuse et d'une économie plus résiliente et inclusive. Dès lors, cette dimension est prise en compte dans la planification, notamment dans le **PAP3 2024-2028** en cours de formulation, afin que les sénégalais d'ici et de la Diaspora, des zones urbaines et rurales puissent contribuer au développement du pays mais également, bénéficier des retombées de la mise en œuvre des politiques publiques et de la croissance.

Ainsi, tenant compte des besoins et des réalités des femmes à considérer dans le combat pour une égalité de genre, les politiques mises en place devraient converger vers une correction des inégalités de départ pour arriver à l'équivalence des chances entre femmes et hommes en fonction de leurs besoins et intérêts spécifiques.

Par ailleurs, vu que les femmes et les filles représentent la moitié de la population mondiale, l'égalité des sexes devient ainsi un droit humain fondamental et s'avère essentielle pour l'avènement de sociétés dotées de potentiel humain et tirant profit des efforts de développement durable. Des études² ont montré que l'autonomisation des femmes participe à la productivité et à la croissance économique de chaque État.

Ce sont autant de raisons qui justifient les orientations des politiques vers l'équité sociale à travers l'accès aux services sociaux de base, la couverture sanitaire des populations et la protection des groupes vulnérables.

Cependant, même si les Etats ratifient et internalisent les textes, leur mise en œuvre pose problème, surtout avec la raréfaction des ressources. Il reste beaucoup d'efforts à faire pour arriver à la pleine égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes.

Le leadership féminin continue de se heurter à de nombreuses difficultés et défis à relever en vue de favoriser les conditions permettant aux femmes de se hisser au sommet de la réussite à travers l'occupation de fonction de direction ou de créer et développer leurs entreprises. Ces difficultés sont relatives aux barrières juridiques, au manque

² Forum OCDE 2016

d'infrastructures pour la garde des enfants, en passant par le poids des normes sociales, les obstacles dans l'accès aux financements et les pratiques discriminatoires des employeurs.

La problématique du travail non rémunéré constitue également un frein au développement du potentiel des femmes dans les pays en développement, notamment, en milieu rural où des filles sont encore privées de scolarité car retenues à la maison pour aider les mères dans le travail domestique.

Aussi, est-il primordial, pour les acteurs, d'avoir une bonne compréhension de ce qu'est une planification dans une perspective genre afin d'identifier les portes d'entrée à saisir pour influencer les processus y afférents. Cet exercice consiste à renforcer la participation des femmes dans les interventions de développement et leur implication dans les processus de décisions qui les sous-tendent. Elle doit explicitement tenir compte de la situation différenciée des hommes et des femmes en termes de besoins, de contraintes et d'opportunités à toutes les étapes, de l'identification au suivi-évaluation des politiques, plans d'actions, projets et programmes de développement en passant par formulation, et la mise en œuvre.

Concernant les prérequis à l'utilisation de l'approche genre, les trois (03) conditions suivantes sont nécessaires :

- avoir une sensibilité réelle aux questions de genre et ses interrelations avec les actions de développement ;
- développer une culture genre pour agir dans le sens de tenir compte de ces questions au niveau global et sectoriel ;
- avoir une maîtrise effective du processus de planification et de l'approche genre et de ses outils d'intervention.

Ce dernier concept permet d'assurer une intégration réelle des femmes dans les activités de développement en tenant compte des modes de participation et des besoins d'aides spécifiques des femmes et des hommes à toutes les étapes de l'élaboration des politiques publiques de développement et des projets/programmes.

Cette approche conforte le schéma du cadre organisationnel type proposé par l'UEMOA pour institutionnaliser le genre, et permettra, in fine, de mesurer la performance des processus d'intégration de la sexospécificité dans les politiques publiques des États membres de l'union.

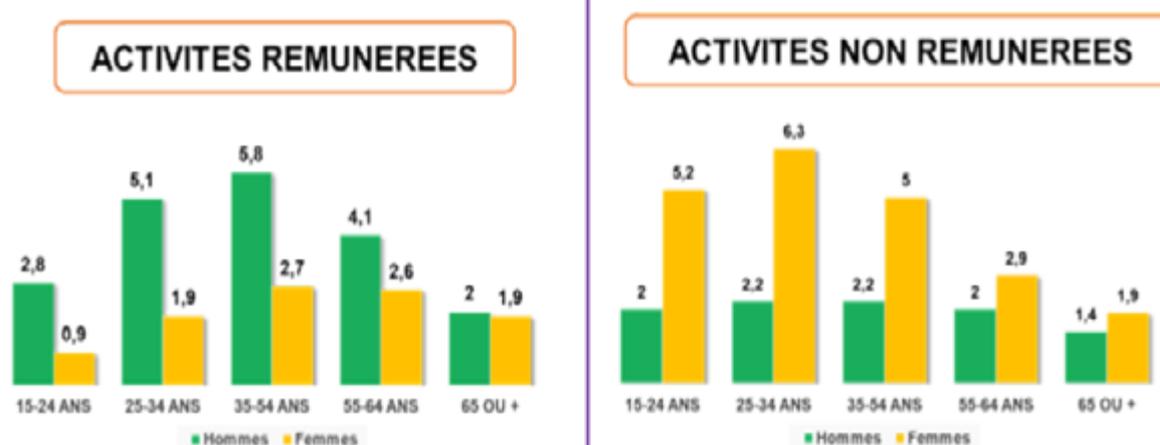
Ce schéma attribue aux ministères en charge du plan et du budget, la responsabilité de coordonner l'institutionnalisation du genre dans la Chaîne Prospective, Planification, Programmation, Budgétisation, Suivi-Évaluation (PPPBSE) et de mettre en place, le processus de la budgétisation sensible au genre (BSG) en rapport avec les autres départements ministériels, particulièrement celui en charge de l'institutionnalisation du genre dans la conduite et la gestion des affaires publiques.

Dans cette logique, s’agissant du ministère en charge du genre, en plus de son rôle, notamment, de coordination de la mise en œuvre de la politique en matière de promotion du genre, d’appui au renforcement des capacités techniques et opérationnelles des ministères, il lui revient d’assurer le lead du mécanisme d’institutionnalisation du genre et de veiller à une meilleure coordination des initiatives et des processus. Le nouveau schéma propose un renforcement de sa collaboration avec les Ministères en charge de la planification, du budget et de la fonction publique pour une synergie des interventions en faveur de la performance des processus d’institutionnalisation du genre.

En définitive, l’objectif visé par l’UEMOA à travers ce schéma organisationnel type d’institutionnalisation du genre est d’opérationnaliser la transversalité du genre dans chaque secteur, pour un développement économique inclusif et durable. L’internalisation de ce schéma doit être érigée au rang des défis à relever pour l’ensemble des acteurs.

Pour le cas du Sénégal, la récente enquête de l’Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), portant sur « **l’emploi du temps au Sénégal** » destinée à identifier, classifier et quantifier les types d’activités que les sénégalais réalisent au quotidien, a montré des disparités importantes concernant l’utilisation du temps des hommes et des femmes, particulièrement en termes d’activités rémunérées et non rémunérées comme le montre la figure ci-après.

Tableau : Temps moyen (heure) par groupe d’âge selon le sexe et la rémunération



Source : Enquête nationale sur l’Emploi du Temps au Sénégal (ENETS) 2022, ANSD

D’après l’analyse du CRES³, ces évidences affectent directement l’autonomisation économique de la femme. « *Cette charge de travail constitue une contrainte pour les femmes pour aller travailler, gagner des ressources et donc assurer leur autonomisation économique* ». En effet, ce temps accordé au travail non rémunéré réduit de manière considérable la formation préalable à l’exercice d’un travail rémunéré par une diminution de l’éducation ou du développement des compétences, limite la participation à la main-d’œuvre, réduit la rémunération salariale en raison de l’acceptation d’emploi de moindre qualité. Le temps consacré aux travaux non rémunérés handicape aussi la progression dans la carrière

³ Consortium pour la Recherche et l’Économie sociale

rémunérée mais aussi réduit le pouvoir des femmes en limitant leur représentation et leur pouvoir de décision.

Les principaux défis découlant de l'inégalité de genre se rapportent au faible pouvoir de négociation des femmes à l'intérieur des structures de décision et à la faible participation des femmes à la vie économique et dans la représentation politique.

1.2. LES ACQUIS

Le Sénégal s'est résolument engagé sur la voie d'une transformation structurelle en faisant du capital humain un des piliers de sa politique de développement économique et social. A ce titre, l'inclusion sociale et la promotion de l'équité et de l'égalité de genre apparaissent comme des défis majeurs. Toutefois, malgré la persistance de disparités dans certains secteurs, des avancées ont été notées en matière d'égalité de genre notamment dans le domaine de l'accès aux instances de décision, à l'éducation, à l'autonomisation, à l'allègement des travaux et à la formation.

⇒ UN CADRE JURIDIQUE SOLIDE

Les avancées résultent, entre autres facteurs, de la mise en place d'un dispositif juridique en faveur de l'égalité des sexes et de la promotion des droits fondamentaux des femmes et des filles. Dans ce dispositif, figurent la Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) de 1979, le protocole à la Charte africaine des Droits et des Peuples relatifs aux Droits de la Femme en Afrique de 2003 (Maputo), la Déclaration solennelle des Chefs d'États et de Gouvernements sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique, les ODD⁴, l'Agenda 2063 de l'Afrique et l'acte additionnel pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes pour un développement durable dans l'espace de la CEDEAO.

Au niveau national, en plus de l'arrimage de la SNEEG II au PSE, la prise en compte de la dimension genre a été érigée en critère d'éligibilité des projets dans le PAP 2A. C'est dans ce cadre que s'inscrit la revue thématique genre, coordonnée par le Ministère en charge de la Femme, conformément aux dispositions de la lettre-circulaire n°0097/MEPC/DGPPE/UCSPE du 21 février 2021.

En outre, la Constitution de la République du Sénégal révisée pose le principe de l'égalité de l'homme et de la femme devant la loi, notamment, en ses articles premier et sept (7).

A ce cadre juridique s'ajoute la contribution du Ministère en charge du budget à travers l'outil BSG dans le but de parvenir à une prise en compte, de manière équitable, des besoins pratiques et intérêts stratégiques des femmes et des hommes dans les finances publiques.

⁴ Objectifs de Développement durable

⇒ DES ACQUIS IMPORTANTS ET VARIÉS

En matière d'acquis, des efforts importants sont enregistrés à travers la mise en œuvre des politiques. Il faut noter également le rôle important des partenaires au développement à travers la mise en œuvre des projets/programmes mais également le secteur privé, la société civile, entre autres.

En matière de représentativité des femmes au sein du parlement, conformément au rapport sur « les femmes au Parlement en 2022 : regard sur l'année écoulée » de l'union internationale pour la démocratie pour tous, le Sénégal avec un taux de **44,2%**, occupe le **4^{ème} rang** au niveau mondial en ce qui concerne le ratio relatif à la présence des femmes dans les chambres uniques et basses, après le renouvellement parlementaire de 2022.

	Pays	Total des sièges	Total de femmes	% de femmes	Quotas
1	Dominique	21	10	47,6 %	Non
2	Costa Rica	57	27	47,4 %	Oui***
3	Suède	349	161	46,1 %	Oui*
4	Sénégal	165	73	44,2 %	Oui**
5	Danemark	179	78	43,6 %	Non
6	Slovénie	90	36	40,0 %	Oui***
7	Serbie	249	96	38,6 %	Oui**
8	Australie	151	58	38,4 %	Oui*
9	France	577	215	37,3 %	Oui***
10	Portugal	230	85	37,0 %	Oui***
11	Angola	220	74	33,6 %	Oui***
12	Népal	275	91	33,1 %	Oui**
13	Italie	400	129	32,3 %	Oui***
14	Grenade	16	5	31,3 %	Non
15	Saint-Kitts-et-Nevis	16	5	31,3 %	Non
16	Guinée équatoriale	100	31	31,0 %	Non
17	Lettonie	100	30	30,0 %	Non
18	Guinée	81	24	29,6 %	Oui**
19	Colombie	187	54	28,9 %	Oui**
20	États-Unis d'Amérique	432	124	28,7 %	Non
21	Malte	79	22	27,8 %	Oui**

Avec l'introduction de la loi sur la parité en 2010, le Sénégal a été l'un des pionniers dans la représentation politique des femmes au Parlement. En 2022, il est entré dans l'histoire avec la plus forte proportion de femmes parlementaires jamais atteinte en Afrique de l'Ouest. Ainsi, il occupe la troisième place en Afrique et la quatorzième dans le monde pour la représentation des femmes au Parlement en 2022.

Ces dernières années, la forte représentation des femmes au Parlement explique plusieurs avancées législatives, notamment une loi autorisant les sénégalaises mariées à un étranger à transmettre leur nationalité à leurs enfants (2013) et un texte de loi érigeant le viol en infraction pénale (2020). Cependant, d'autres défis inéluctables attendent le législateur comme la légalité des droits parentaux, les violences à l'égard des femmes, l'éducation des filles, l'accès à la santé, etc.

Grâce à l'application de la loi sur la parité, la proportion des **femmes députés** est passée de **18,7%** à **44,2%**, entre la 12^{ème} et la 14^{ème} législature, soit une hausse significative de **25,5 points de pourcentage** sur une période de 13 ans.

Au niveau de la **Cour des Comptes**, sur un total de **46 magistrats** (année 2022), seules **5** sont des femmes, soit un ratio de **11%** avec **3 femmes** parmi les 11 conseillers référendaires et **2** parmi les 21 conseillers. Pour les assistants vérificateurs, on note un ratio de **30%**, soit **14 femmes** sur un total de **46**.

De même, la présence des femmes au niveau du **Conseil économique, social et environnemental** (CESE), dirigé par une femme entre 2013-2019 et 2019-2020, est de vingt-sept (27) sur un total de cent dix-neuf (119), soit un taux de présence de **22,7%**.

Au niveau du **Haut Conseil des Collectivités territoriales** (HCCT), les femmes représentent un peu plus du tiers des conseillers avec cinquante-deux (52) sur un total de cent-cinquante (150), soit un taux de représentativité de **35%**. Il est important de souligner également que la présence d'une femme à la tête de cette importante institution constitutionnelle constitue un fait majeur qui mérite d'être salué.

S'agissant des **communes**, en 2022, sur un total de **558 collectivités territoriales**, seules **16** sont dirigées par des femmes, soit un faible taux de représentativité de **2,87%**. Pour les conseils départementaux, la situation est similaire avec un taux de **6,97%**, soit **3 femmes** (Sédhiou, Kougheul et Tivaouane) sur un total de **43** présidents de conseils départementaux.

Concernant les **forces de défense et de sécurité**, la prise en compte des enjeux liés à l'introduction du genre en leur sein n'est plus à démontrer au regard des effectifs de plus en plus importants de femmes dans les différents corps militaires et paramilitaires. Ce faisant, la présence des femmes y est passée de **4,95%** en 2022 à **5%**. Toutefois, afin de garantir un plein succès à cette initiative salutaire, des contraintes socioculturelles, encore liées à la condition féminine, doivent être levées.

Relativement à la **diplomatie**, la proportion de femmes ambassadeurs est passée de **21%** à **13%** entre 2022 et 2023, soit une baisse de **8 points de pourcentage**. Également, sur un effectif total de quinze (15) consuls généraux, on ne compte aucune femme. Cependant au niveau des vice-consuls, il est noté la présence de **cinq** (05) femmes sur un total de **quinze** (15), soit un taux de présence de **33%**.

S'agissant de la **fonction ministérielle**, la proportion des femmes reste inchangée entre 2021 et 2023 avec huit (8) femmes sur un total de trente-six (36) ministres de l'attelage gouvernemental. Le rapport est relativement faible surtout si on considère que deux premiers ministres femmes ont eu à diriger le gouvernement en 2001 et 2014.

Dans le **commandement territorial**, le niveau de représentation des femmes reste faible avec **trois** (03) **femmes gouverneurs** de région sur quatorze (14), **07 adjoints au gouverneur** sur 28, **03 préfets** sur 46, **06 adjoints au préfet** de département sur 46, **06 sous-préfets** d'arrondissement sur 127 et **08 adjoints sous-préfet** sur 127.

A propos de l'éducation nationale, des résultats mitigés sont notés au niveau du concours général 2023 pour les filles avec **2/3** des prix dans les domaines de l'électronique et de l'électrotechnique, **0/3** pour les mathématiques, **5/5** pour les sciences de la vie et de la terre, **5/5** pour les sciences économiques, **0/4** pour la construction mécanique.

Par ailleurs, pour matérialiser la vision du chef de l'Etat de réorienter le système éducatif vers le numérique, l'Institut national d'Education et de Formation des Jeunes Aveugles (INFJA) de Thiès a abrité une session de formation des formateurs sur le programme « **Cours ICB de base en informatique des non-voyants et mal-voyants** » en vue de réduire les inégalités dans l'utilisation des nouvelles technologies. Ce projet d'inclusion sociale vise à corriger certaines inégalités sociales dans l'utilisation des TICs et l'initiative de la ST-Concept permettra ainsi, aux couches les plus vulnérables, de développer un réseau relationnel à travers le numérique. Les bénéficiaires sont chargés, à leur tour, de transmettre leur savoir dans les centres pilotes installés à Ziguinchor, à Saint-Louis, à Thiès et à Dakar.

Concernant les **Violences Basées sur le Genre** (VBG), l'apport de la digitalisation dans la réponse à la violence faite aux femmes et aux enfants à travers la plateforme gratuite « **Wallu ALLO 116** », a renforcé significativement la politique de prise en charge des victimes de violences et des services de proximité au profit des familles. Cette initiative bien appréciée, du reste, a suscité l'intérêt des pays comme le Canada, la France, la Belgique qui ont félicité le Sénégal avant d'exprimer le souhait de nouer une coopération dans ce domaine.

S'agissant de la violence faite aux enfants, une **plateforme d'information** a été mise en place afin de réduire la rétention d'informations en cas de violence. Le viol, les abus sexuels, les cas d'exploitation et de disparition d'enfants, les cas de négligence, autant de cas de violences qui ne sont pas dénoncés, et par conséquent ne peuvent être pris en charge correctement, tant sur le plan juridique comme sur le plan social.

Dans cette dynamique, des organisations de femmes et de défense des droits des enfants se sont constituées pour dénoncer le phénomène de la VBG et apporter leur soutien aux filles victimes. C'est le cas du **Centre Kullimaaroo**, créé en 2015 pour prendre en charge des femmes en détresse et celles ayant subi des viols dans le conflit casamançais. Il est noté des cas de fistules obstétricales, de viols suivis de grossesses et de grossesses non désirées synonymes d'un abandon scolaire ou d'un renvoi du domicile familial et même parfois d'infanticides.

Grâce à l'appui des partenaires notamment la coopération canadienne et l'UNFPA, le centre a permis la prise en charge de **219 cas** de VBG, dont **41 cas** de fistules

obstétricales. Au moins **120 filles** ont pu bénéficier de la réintégration scolaire après un viol suivi d'une grossesse non désirée.



Ziguinchor : 120 filles victimes de grossesses retournent à l'école, grâce au centre Kullimaaroo

Pour faire face aux violences faites aux femmes et aux jeunes filles, les partenaires au développement, en collaboration avec les structures de l'Etat se sont pleinement engagés à travers différents projets, programmes et initiatives pour que les violences cessent et que ces cibles vulnérables puissent exprimer et jouir de leur plein potentiel. C'est dans ce cadre que la déclaration et l'appel à l'action de Kinshasa sur la masculinité positive, a été adoptée comme décision de la Conférence de l'Union africaine (UA) lors du Sommet des Chefs d'État de février 2022.

Des sessions de consultations ont découlé des recommandations à l'endroit des Etats, parmi lesquelles :

- le renforcement de la synergie entre les différentes parties prenantes pour une promotion plus alignée de la masculinité positive ;
- la vulgarisation du concept de l'Ecole des Maris (EDM) à plus large échelle ;
- la mise en application des politiques et des lois en vigueur contre les violences basées sur le genre ;
- la mise en place d'un fonds pour l'appui des organisations de la société civile qui œuvrent pour la masculinité positive.

L'appel de Dakar au mois de novembre 2022 vient confirmer un véritable changement de paradigme dans la lutte contre les violences avec six (06) engagements pris.



Appel à l'action de Dakar des chefs d'état de l'union africaine : 9 au 10 novembre 2022

Par ailleurs, en matière **d'autonomisation**, des efforts significatifs ont été faits pour aider les femmes à accroître leurs capacités de négociation et leur autonomie en matière de prise de décisions. A ce niveau, les principaux acquis, listés ci-après, ont été notés dans plusieurs domaines.

La nouvelle politique industrielle avec la mise en place des agropoles qui participent à garantir la souveraineté alimentaire et à la transformation industrielle des produits agricoles avec la valorisation du travail des femmes. C'est dans ce cadre que la coopérative des femmes transformatrices de Taïba Niassène installée au sein de l'agropole centre, a été mise en place. Sa vocation est de contribuer à la réalisation de la souveraineté et de la sécurité alimentaires à travers la création et le renforcement des activités agro-industrielles en milieu rural.

Les agropoles offrent ainsi une place de choix aux femmes dans le développement de l'agriculture avec comme mission prioritaire de résorber le chômage des jeunes et des femmes, au moins 50% des emplois créés étant dévolus aux femmes et 60% aux jeunes.

L'agropole Sud à Bounkiling Diola qui couvre les régions de Ziguinchor, Kolda et Sédhiou permettra, à terme, d'augmenter de 40% la production des filières prioritaires, en faisant passer le taux de transformation de la mangue de 2 à 20%, de l'anacarde de 5 à 30% et du maïs de 9 à 18%.

Ainsi, la mise en œuvre des agropoles ouvre de nouvelles perspectives pour les femmes de la région de Sédhiou qui comptent aller au-delà de la production et s'attaquer à la transformation et à la distribution.



Ciré Biaye, dans son champ à Bounkiling Diola, dans la région de Sédhiou, en Casamance au Sud du Sénégal expliquant sa passion pour l'agriculture

Il faut également souligner l'évaluation à mi-parcours de la SNEEG II qui a débouché sur les propositions d'amélioration du cadre de performance, la prise en compte du genre dans les thématiques émergentes notamment le climat, la gestion durable des ressources naturelles, la réduction des risques de catastrophes et la définition des axes de la nouvelle feuille de route. Il s'y ajoute également, le bilan satisfaisant du ministère en charge de la femme à travers les différentes interventions pour offrir aux femmes, le choix et le pouvoir d'agir pour leur propre sécurité et celle de leur famille. Il s'agit notamment :

- le renforcement des capacités de plus de 1 000 acteurs institutionnels et communautaires ;
- du financement de 10 704 bourses économiques pour un montant global de 1 069 330 220 FCFA dans les régions de Louga, Matam, Saint Louis, Thiès, Diourbel, Dakar, Sédhiou et Kaolack ;
- le renforcement de capacités de 1 200 femmes et jeunes filles dans les métiers de l'agro-alimentaire, de l'élevage, de la pêche, de l'artisanat, de l'audio-visuel, de l'informatique et de la gestion managériale ;
- le financement de 1 326 projets de 4 163 femmes et jeunes filles réparties sur tout le territoire national, soit une enveloppe de 1 426 798 154 FCFA, mobilisée par les mécanismes de financements et le Projet d'Appui au Développement de l'Entrepreneuriat féminin et de l'Emploi des Jeunes (PADEF EJ) ;
- l'amélioration des conditions de vie et d'apprentissage de 238 427 enfants âgés de 0 à 5 ans dans 2 656 structures de développement intégré de la petite enfance (DIPE), composées de 854 cases des tout-petits, 426 écoles maternelles publiques, 453 centres d'éveil et garderies communautaires, 119 classes préscolaires pour enfants de 5 ans, 509 classes préscolaires à l'élémentaire et 295 groupes de jeux ;
- la remise de financements aux femmes du département de Rufisque avec 120 groupements de femmes du département de Rufisque d'une enveloppe globale de 240 millions FCFA, sans frais, au profit de 1 200 femmes, 240 projets (bourses économiques), financés pour un montant global de 32 218 000 FCFA, 3 projets (en aviculture et restauration), d'un coût global de 13 788 530 FCFA dans le cadre du soutien aux familles vulnérables et le projet communautaire d'envergure en cours de financement sur la ligne PADESS, pour un montant de 16 019 100 FCFA destiné aux organisations de femmes qui vont disposer d'une unité moderne de savonnerie au sein du CEDAF conformément aux orientations du Président de la République ;
- la mise à la disposition des femmes de ménage à la quête de travail, d'un cadre sécurisé à partir duquel elles peuvent recevoir de la formation, de l'assistance technique afin d'améliorer leur bien-être et leur autonomisation ;
- la mise à la disposition d'importants lots d'équipements de productions et de conservations pour le démarrage imminent de leurs activités dans le cadre du programme des Unités de Développement de la Femme (UDF). Ces équipements sont composés de congélateurs de 300 litres, de séchoirs, de bacs de rangements exothermiques, de bassines, de seaux et de pots verseurs ;
- la mise en œuvre de la phase test du projet « les fermières » du Sénégal, au cours duquel 50 femmes ont bénéficié des sessions de formation en pisciculture en vue de promouvoir l'entrepreneuriat féminin ;
- la remise des financements dans le cadre du Projet d'Appui au Développement de l'Entrepreneuriat Féminin et de l'Emploi des Jeunes (PADEF EJ), d'une enveloppe globale de **859 000 397 FCFA** au profit de **175 projets** de femmes et de groupements féminins polarisant environ **10 000 femmes** dans **11 régions** et

26 départements du pays et la remise de clés de camions frigorifiques à trois groupements de Ziguinchor et Fatick d'un coût global de **70 000 000 FCFA**.



Il faut également ajouter les résultats satisfaisants enregistrés par le PASNEEG⁵, notamment dans la vulgarisation des dispositions discriminatoires devant susciter des réformes juridiques favorables à l'équité et l'égalité de genre, à la lutte contre toutes les formes de violences basées sur le genre et à la protection sociale des femmes et des jeunes filles vulnérables :

- l'accompagnement des communes de Goudomp et Djinany (Sédhiou) dans l'élaboration de leurs Plans de Développement communaux (PDC) sensibles au genre ;
- le renforcement des capacités de divers acteurs sur le genre et son intégration dans la mise en œuvre des politiques publiques notamment les femmes élues de Djinany et de Goudomp (37) ;
- l'appui à l'offre de services de 1 452 bénéficiaires à travers les boutiques de droit ;
- la consolidation des Bourses économiques à Thiès et leur extension à Kaolack dans le souci de contribuer au renforcement de la résilience des victimes et survivantes de VBG ;
- le développement de partenariat avec les écoles et centres de recherche (étudiant-e-s en journalisme) ;
- le financement de 231 bourses économiques d'un montant de 23 356 720 FCFA ;
- l'animation de différentes campagnes de communication et de sensibilisation sur les droits des femmes et la lutte contre les VBG.



⁵ Projet d'Appui à la Stratégie nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre

Par ailleurs, le Sénégal s'est résolument engagé sur la voie d'une transformation structurelle de l'économie. A cet effet, la mise en place des six (6) marqueurs sociaux que sont le **PUDC**⁶, le **PNBSF**⁷, la **CMU**⁸, le **PROMOVILES**⁹, le **PUMA**¹⁰ et la **DER/FJ**¹¹, a permis, de manière générale, de réduire les inégalités et disparités territoriales tout en améliorant les conditions de vie des populations et, de manière particulière, à obtenir des résultats et des impacts directs et/ou indirects probants sur les disparités de genre notamment au niveau de la base. Ces programmes de justice et d'équité visent, en définitive, à lutter contre la pauvreté et à renforcer la cohésion sociale.

En vue de faciliter l'accès des personnes les plus démunies à une couverture du risque maladie, le Gouvernement a pris l'option de mettre en place la **Couverture Maladie universelle (CMU)**. Cette politique sociale permet ainsi, aux personnes ayant souvent de faibles revenus (monde rural et secteur informel), d'être affiliées à un régime d'assurance maladie et de bénéficier des mêmes soins que les personnes affiliées aux autres régimes de sécurité sociale tels que les Instituts de Prévoyance Maladie (IPM).

A cet effet, elle a permis de relever le taux de couverture de l'assurance maladie de **20%** à **75%** et a mobilisé des ressources internes à hauteur de **118,463 milliards FCFA** sur la période 2015-2023. Ainsi, la CMU a permis de prendre en charge **11 000 femmes** dans le cadre de la gratuité de la césarienne et de faire bénéficier plus de **2,5 millions d'enfants de moins de 5 ans** de la gratuité des soins mais aussi, de prendre en charge les personnes âgées à travers le Plan Sésame.

Elle a également permis d'alléger la prise en charge des personnes souffrant de l'insuffisance rénale chronique en assurant la gratuité de l'hémodialyse. Cette mesure de gratuité est accompagnée par la construction et l'équipement de 21 nouveaux centres de dialyse dans toutes les régions du Sénégal, ce qui constitue une réponse structurante à la prise en charge des maladies chroniques qui sont très coûteuses.

La démarche du **Programme national de Bourses de Sécurité Familiale** est basée sur la solidarité et la redistribution des ressources sous forme d'aides sociales utiles pouvant atténuer les risques et chocs de la pauvreté sur les couches sociales les plus vulnérables.

L'une des particularités du programme cash transfert est que les fonds sont versés directement à la femme chef de famille. Par ailleurs, les paiements sont destinés à soutenir la scolarisation des enfants des familles bénéficiaires à travers une protection sociale intégrée de renforcement de leurs capacités productives et éducatives.

⁶ Programme d'urgence de développement communautaire

⁷ Programme national des Bourses de Sécurité familiale

⁸ Couverture maladie universelle

⁹ Programme de Modernisation des Villes

¹⁰ Programme d'Urgence de Modernisation des Axes Territoires frontaliers

¹¹ Délégation générale à l'Entreprenariat rapide des Femmes et des Jeunes

Le programme a dépassé sa cible de **300 000 bénéficiaires** en 2021, avec un taux de réalisation de **105%**. Jusqu'en 2023, il a bénéficié d'une dotation de **164,025 milliards FCFA** de crédits budgétaires en vue d'atteindre la cible de 316 941 ménages bénéficiaires à travers l'octroi d'une bourse de **25 000 FCFA/trimestre** (montant qui est passé à 35 000 FCFA en 2023) pour renforcer leurs moyens d'existence et, par la même occasion, faire bénéficier à 70 510 personnes vivant avec un handicap, de la Carte d'égalité des chances nécessaire pour accéder aux services essentiels de santé, de transports, d'éducation, à l'emploi et à la formation.

S'inscrivant en droite ligne de la politique nationale de renforcement de la décentralisation pour promouvoir le développement économique et social, le programme **PROMOVILLES**, a obtenu des résultats satisfaisants à travers sa composante 2 « *Aménagements et mesures connexes ; réalisation d'équipements sociaux économiques de base (Réhabilitation/construction d'écoles, de postes de santé, de gare de gros porteurs, de plateformes multifonctionnelles pour les jeunes, de maisons communautaires pour les femmes ; renforcement de capacité...)* ».

Spécifiquement, le programme « **Xëyu ndaw ñi** » a formé et inséré **1 670 jeunes** dont 684 dans la région de Dakar, 317 dans les communes de Fatick, 318 à Kaolack, 285 à Kaffrine et 66 à Kédougou pour la réalisation de 137 288 m² de pavage.

Le volet des infrastructures socio-économiques a porté sur la réalisation ou la réhabilitation des infrastructures sociales à Fatick (Construction de 6 salles de classe, de 3 logements de Sage-femme aux Postes de santé de Peulga-Daral, Ndiaye-Ndiaye et Ndouk, à Kaffrine (Construction d'une maison de la femme à Ndiobene, d'un poste de santé à quartier Peye et d'une case foyer des jeunes à Diamagueune), à Oussouye (Construction d'une case foyer des jeunes à Oussouye, 10 salles de classes) et à Kédougou (Réhabilitation de l'Ecole Primaire Ibrahimia Danfakha et de la maison des femmes et construction de 4 salles de classes aux EP de Tripano).



Poste de santé de Louga, extension case foyer des femmes de Ziguinchor, équipements connexes case foyers des femmes et pavage à Kaffrine.

S'agissant du **PUMA**, l'objectif visé est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations, à la réduction de la pauvreté et à la modernisation des axes et territoires frontaliers. La vision des ODD de « *ne laisser personne pour compte* » oblige l'Etat à axer les efforts sur la lutte contre les inégalités, souvent multiples et croisées, car celles-ci entravent la capacité des personnes à agir selon leur propre volonté alors qu'elles détiennent les mêmes droits. Ainsi, d'importantes réalisations ont été notées à travers les

volets infrastructures et équipements sociaux, promotion économique, éducation et santé.



La réception du forage de Wouro Alpha Ly (Département de Podor, Région de Saint Louis)

Dans le cadre d'un programme global d'appui aux collectivités territoriales et d'allègement des travaux des femmes destinées aux territoires frontaliers, plus de 40 millions FCFA ont été dégagés par le PUMA pour doter **11 communes du département de Koumpentoum** de moulins à mil afin d'alléger les souffrances des femmes, ce qui constitue un grand soulagement pour elles qui faisaient des kilomètres pour moudre le mil.

Bineta Bâ de la commune de Méréto

Ces dons sont tombés à pic, nous avons tous les problèmes du monde pour moudre nos récoltes. Et avec ces machines puissantes que le PUMA vient de nous offrir, nous sommes soulagées et nos travaux sont allégés toute l'année.

Également, la réalisation d'infrastructures sociales revêt une importance capitale pour les habitants de Bissine, situé dans la commune d'Adéane, notamment une école élémentaire, un poste de santé en construction, un périmètre maraîcher et des séances de formation et d'encadrement au profit des femmes. Celles-ci ont permis à plusieurs familles, déplacées à cause du conflit en Casamance de revenir à Bissine et de retrouver une vie normale.



Le PUMA, principal artisan du retour au berceau des populations déplacées de Bissine

Dans le domaine de l'allégement des travaux des femmes, 48 plateformes multifonctionnelles de moulins, 70 décortiqueuses à riz de paddy et 144 motopompes agricoles ont été mises à la disposition des dix (10) localités frontalières.



Dotation de moulins et de motopompes

Aussi, dans le cadre de la 22^{ème} édition de la FIARA, 7 groupements formés et accompagnés par le PUMA ont exposé des produits locaux. Il s'agit des femmes transformatrices des produits tels que :

- le lait avec les GIE Pellital de Kadione (région de Saint-Louis) et de Takku Deun, commune de Simbandi Balante (région de Sédhiou)
- les noix d'anacarde transformés par le GIE des femmes de Bissine (région de Ziguinchor)
- la teinture (nappe et draps) avec le GIE Takku Ligguey de Makacolibantang (région de Tambacounda) - L'eau de javel et le savon avec le GIE And Défar Sunu Gox de keur Babou (région de Kaffrine) ;
- la céréale transformée par les femmes Transformatrices de Walaldé (région de Saint-Louis) ;
- l'arachide en huile, la pâte d'arachide et poudre d'arachide par l'Association des Femmes pour le Développement Durable de Nioro (région de Kaolack).

La FIARA a été une occasion pour les GPF¹² de renforcer leurs recettes avec un montant de 1 841 950 FCFA issu des ventes de produits.

Dans le cadre de la politique d'amélioration des conditions de vie des populations, le **PUDC** a enregistré des résultats appréciables à travers l'intégration des aspects liés à l'équité et l'égalité de genre considérés comme une dimension transversale de l'ensemble des composantes du programme avec une emphase sur l'autonomisation des femmes et des jeunes dans les zones d'intervention.

Dans cette perspective, le PUDC veille à promouvoir la participation des femmes à toutes les activités afin de garantir que les résultats et impacts soient équitables entre elles et les hommes pour se conformer au cadre de mesure de rendement du programme. L'analyse des aspects de genre et d'inclusion sociale passe avant tout par la collecte de

¹² Groupements de Promotion féminine

données ventilées par sexe et d'informations intégrant la problématique hommes/femmes par rapport aux communautés bénéficiaires. L'analyse des données permet ainsi de produire des informations décisionnelles pour améliorer la prise en compte des relations de genre dans la mise en œuvre des projets du PUDC.



Projet d'électrification de 2000 villages : hamdalaye, commune de Simbandi Balante, département de Goudomp

Conscient que l'inclusion sociale va au-delà des mesures de soutien et de gratuité, l'Etat a mis en œuvre, à partir de 2018, à travers **la Délégation à l'Entreprenariat rapide des Jeunes et des Femmes (DER/FJ)**, des actions ciblées pour soutenir l'entreprenariat des femmes et jeunes, à travers des financements directs de leurs activités, des fonds de garantie auprès des institutions financières et bancaires ainsi que par la promotion d'investissements innovants et l'accompagnement financier de projets catalyseurs et à fort effet de levier auprès des partenaires.

Après cinq (5) années de mise en œuvre (2018-2022), la DER/FJ a mobilisé plus de **100 milliards FCFA** de financement, touché 204 000 bénéficiaires dont plus de **75%** de femmes. Elle a créé plus de 100 000 emplois directs et 200 000 emplois indirects

Parmi les résultats enregistrés, on peut citer :

- la formation de 14 825 jeunes dans le cadre de l'accompagnement non financier ;
- la mise en œuvre du PAVIE¹³ qui continue de tisser les liens du destin de milliers de jeunes entrepreneurs sénégalais ;
- le financement octroyé aux femmes, notamment celles de Narang est, zone des palmiers et Fogny frontière, qui ont été durement impactées par la crise casamançaise ;
- le succès du Nano Crédit qui poursuit sa dynamique de déploiement au niveau national : 155 699 bénéficiaires dont 87% de femmes répartis à travers 78 sites à l'échelle des 46 départements ;
- la mise en œuvre du programme d'appui à la valorisation des initiatives entrepreneuriales avec l'accompagnement des bénéficiaires dans les chaînes de valeur et projets structurants ;
- l'assistance technique à travers le volet renforcement des capacités dans le secteur agroalimentaire avec des formations principalement axées sur la gestion de la

¹³ Projet d'Appui et de Valorisation des Initiatives entrepreneuriales des Femmes et des Jeunes

qualité (hygiène, qualité, sécurité et environnement, emballage et étiquetage des produits agroalimentaires).



Accompagnement des bénéficiaires dans l'acquisition de matériels

1.3. GENRE DANS LES PROJETS/PROGRAMMES

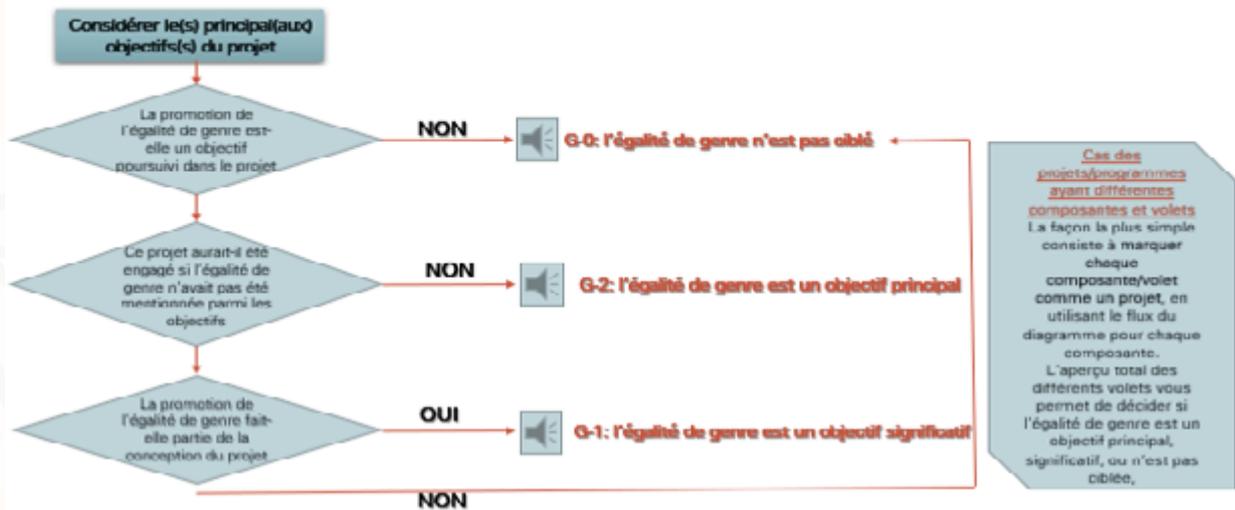
La prise en compte du genre dans les projets et programmes est érigée en critère d'éligibilité dans le cadre de l'évaluation et la sélection des projets conformément au PAP III qui stipule que l'opérationnalisation de la vision tiendra compte des dimensions transversales notamment le genre.

Ainsi, des avancées significatives sont notées à travers l'analyse genre des projets/programmes inscrits dans le projet de loi de finances 2024. La démarche méthodologique utilisée dans le choix de la liste des projets ci-après est basée sur l'outil développé par le **comité d'aide au développement** de l'OCDE. C'est un indicateur de politique utilisé pour suivre l'affectation des ressources des bailleurs de fonds visant à promouvoir l'égalité de genre.

Selon l'OCDE, une activité devrait être classée comme « **orientée vers l'égalité homme-femme** » si elle :

- vise à renforcer l'égalité homme-femme et l'autonomisation des femmes;
- réduit les discriminations et les inégalités fondées sur le sexe.

Méthodologie du marqueur de politique d'égalité de genre de l'OCDE



Cette démarche permet de faire un listing des principaux projets/programmes intégrant la dimension genre afin de corriger les injustices et autres discriminations à l'égard des femmes pour un développement inclusif.

Dans le projet de loi de finances 2024, le montant ainsi destiné à l'investissement s'élève à **1 836 271 570 000 FCFA** réparti par axe du PSE, comme suit.

Répartition par axe de l'investissement

Axes du PSE	Montant investissement par axes	Pourcentage
Axe I : Transformation structurelle de l'économie et croissance	1 028 312 079 200	56%
Axe II : Capital humain, protection sociale et développement durable	569 244 186 700	31%
Axe III : Gouvernance, institutions, paix et sécurité	238 715 304 100	13%
	1 836 271 570 000	100%

Source : DPB/DGB/MFB

Tableau : liste des principaux projets intégrant le genre par sections inscrit dans le projet de loi de finances 2024

INSTITUTIONS/MINISTÈRE	PROJETS	MARQUEUR GENRE OCDE		LFI 2024		Financement
		GEN II ¹⁴	GEN I ¹⁵	Total AE	Total CP	
Primature	PROGRAMME D'APPUI AUX INITIATIVES DE SOLIDARITE POUR LE DEVELOPPEMENT (PAISD) phase 4		X	1 350 000 000	1 350 000 000	AFD
	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA SENEGAL		X	5 000 000 000	5 000 000 000	BM
	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA NUTRITION / PHASE III		X	1 200 000 000	1 200 000 000	Etat
TOTAL SECTION 30				7 550 000 000	7 550 000 000	
	FONDS CREDIT FEMMES DE LA DIASPORA	X		450 000 000	450 000 000	Etat

¹⁴ L'égalité de genre est un objectif principal

¹⁵ L'égalité de genre est un objectif significatif

INSTITUTIONS/MINISTERE	PROJETS	MARQUEUR GENRE OCDE		LFI 2024		Financement
		GEN II ¹⁴	GEN I ¹⁵	Total AE	Total CP	
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	PROJET D'ASSISTANCE A LA LUTTE ANTI MINES EN CASAMANCE		X	300 000 000	300	ETAT
TOTAL SECTION 31				750 000 000	750 000 000	
Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	PROJET D'APPUI A LA PHASE PILOTE DU REGIME SIMPLIFIE DE PROTECTION SOCIALE POUR L'ECONOMIE NON FORMELLE		X	250 000 000	250 000 000	
TOTAL SECTION 37				250 000 000	250 000 000	
Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	AIRES DE TRANSFORMATION (CREATION DE TROIS POLES ET D'AUTRES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENT DE PECHE MARITIME)		X	1 100 000 000	1 100 000 000	Etat
	PROGRAMME DE GESTION ET MAITRISE DE LA VALEUR AJOUTEE DANS LES FILIERES HALIEUTIQUES ET AGRO ALIMENTAIRE PAR UNE CHAINE DU FROID	X		500 000 000	500 000 000	Etat/Inde
	PROJET D'UN COMPLEXE FRIGORIFIQUE A HANN		X	500 000 000	500 000 000	Etat
	PROJET MOTORISATION DES PIROGUES		X	4 500 000 000	4 500 000 000	Etat
TOTAL SECTION 40				6 600 000 000	6 600 000 000	
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES NON CLASSES / EMPLOI DES JEUNES	X		6 690 000 000	6 690 000 000	Etat
TOTAL SECTION 41				6 690 000 000	6 690 000 000	
Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène Publique	PROGRAMME ZERO DECHET		X	500 000 000	500 000 000	BM
	PROJET DE PROMOTION DE LA GESTION INTEGREE ET DE L'ECONOMIE DES DECHETS SOLIDES AU SENEGAL (PROMOGED)		X	9 107 488 437	9 107 488 437	
	PROGRAMME D'ACCELERATION DE L'OFFRE EN HABITAT SOCIAL		X	535 000 000	535 000 000	
TOTAL SECTION 46				10 142 488 437	10 142 488 437	
Ministère de l'Agriculture, de l'Equipeement Rural et de la Souveraineté Alimentaire	APPUI EXPLOITATIONS FAMILIALES A MATAM PH II		X	4 076 329 075	755 000 000	Etat/AFD
	PROJET D'AMENAGEMENT DES FERMES INTEGrees VALORISANT LES ENERGIES RENOUVELABLES ET DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PAFIVERFH) / EMPLOI JEUNES		X	6 300 000 000	6 300 000 000	Etat
TOTAL SECTION 42				10 376 329 075	7 055 000 000	
Ministère des Energies et du Pétrole	PROGRAMME NATIONAL BIOGAZ	X		700 000 000	700 000 000	
TOTAL SECTION 44				700 000 000	700 000 000	
Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	PROGRAMME DE MODERNISATION DES MARCHES DE SYNDICAT PIKINE, SANDAGA, ZIGINCHOR, DIOURBEL ET KAOLACK	X		3 200 000 000	3 200 000 000	Etat
	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE SOUS REGIONAL A DIAOBE	X		300 000 000	300 000 000	Etat
	PROJET DE PLATEFORME DE COMMERCE ELECTRONIQUE (EX PROJET D'EQUIPEMENT DU CENTRE DE FORMATION EN COMMERCE ELECTRONIQUE)		X	55 000 000	55 000 000	Etat
	PROJET D'EDIFICATION D'INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE		X	1 500 000 000	1 500 000 000	Etat
	PROGRAMME EMPLOI, TRANSFORMATION ECONOMIQUE ET RELANCE (PETER) / VOLET PME		X	5 000 000 000	5 000 000 000	Banque Mondiale
	PROJET DE DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISES DE VALORISATION DES PRODUITS LOCAUX EN MILIEU RURAL	X		100 000 000	100 000 000	Etat
	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE DE L'ANACARDE SENEGALAISE (PACAS)		X	685 000 000	685 000 000	Etat
TOTAL SECTION 45				10 840 000 000	10 840 000 000	

INSTITUTIONS/MINISTERE	PROJETS	MARQUEUR GENRE OCDE		LFI 2024		Financement
		GEN II ¹⁴	GEN I ¹⁵	Total AE	Total CP	
Ministère de l'Education nationale	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION AU SENEGAL (PADES)		X	1 377 562 345	1 377 562 345	AFD
	PROGRAMME EDUCATION USAID 2021-2025		X	6 000 000 000	6 000 000 000	USAID
	PROGRAMME "Faire l'Ecole"		X	586 487 792	586 487 792	Italie
	PROGRAMME "Faire l'Ecole plus"		x	1 209 110 032	1 209 110 032	Italie
	PROJET DE REMPLACEMENT DES ABRIS PROVISOIRES		X	3 174 025 656	3 174 025 656	BOAD/Etat
	PROJET DE REMPLACEMENT DES ABRIS PROVISOIRES (LOT 2)		X	3 869 282 537	3 869 282 537	BOAD/Etat
	PROJET D'APPUI AU SYSTEME EDUCATIF DE BASE AU SENEGAL (PASEB)	X		348 464 700	348 464 700	Etat
	PROJET D'AMELIORATION DES PERFORMANCES DU SECTEUR DE L'EDUCATION (PAPSE)	X		12 500 000 000	1 115 500 000	BM
	PROJET DE RESORPTION DU DEFICIT EN MOBILIERS SCOLAIRES		X	1 815 821 222	1 815 821 222	Etat
	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA LECTURE INITIALE POUR TOUS (RELIT) / GTG	X		2 284 324 600	2 284 324 600	USAID
	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT MOYEN DANS LA REGION DE DAKAR (PADEM)		X	390 873 346	390 873 346	Etat
	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT MOYEN DANS LES REGIONS DE DAKAR - THIES ET KAOLACK (PADEM) - PHASE 2		X	574 400 000	574 400 000	AFD
	PROJET RESSOURCES NUMERIQUES POUR TOUS	X		660 000 000	660 000 000	Etat
TOTAL SECTION 50				34 790 352 230	23 405 852 230	
Ministère de la Santé et de l'action sociale	Programme de renforcement de promotion et de la protection des personnes âgées,		X	114 915 092	114 915 092	Etat
	Projet de prise en charge médico spécial des personnes affectées par la lèpre et famille		X	109 786 900	109 786 900	Etat
	PROJET DE PRODUCTION DES CARTES D'EGALITE DES CHANCES	X		62 233 625	62 233 625	Etat
	AMELIORATION SANTE ET BIEN ETRE ADOLESCENTS ET JEUNES REGIONS (ZIGUINCHOR SEDHIOU KOLDA TAMBA ET KEDOUGOU)		X	4 445 039 000	4 445 039 000	ACDI
	AMELIORATION DE LA SANTE MATERNELLE DANS LES REGIONS DE SEDHIOU ET DE KOLDA	X		2 497 512 135	2 497 512 135	AFD
	INVESTIR DANS LA SANTE DE LA MERE, DE L'ENFANT ET DE L'ADOLESCENT (ISMEA)	X		1 647 000 000	1 647 000 000	Banque Mondiale/Etat
	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE MATERNELLE ET INFANTILE (FATICK ET KAOLACK))	X		1 580 000 000	1 580 000 000	Corée du Sud
	PROGRAMME DE SANTE MATERNELLE ET INFANTILE/SR	X		4 594 454 179	4 594 454 179	USAID/FNUA P/OMS/UNICEF/Etat
	PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE MATERNELLE ET INFANTILE DANS LA REGION CENTRALE DU SENEGAL	X		32 172 781	32 172 781	Etat
	PROJET DE RENFORCEMENT DES SOINS DE SANTE MATERNELLE, ENFANTILE ET NEONATAL (PRESMEN)	X		30 000 000	30 000 000	Etat
	SANTE DE LA MERE, DE L'ENFANT ET DU NOUVEAU-NE	X		3 065 000 000	3 065 000 000	Belgique
PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS DES PERSONNES HANDICAPÉES AUX AIDES TECHNIQUES ET AUX SERVICES DE RÉADAPTATION	X		685 072 140	685 072 140	Etat	

INSTITUTIONS/MINISTERE	PROJETS	MARQUEUR GENRE OCDE		LFI 2024		Financement
		GEN II ¹⁴	GEN I ¹⁵	Total AE	Total CP	
	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU POLE MERE - ENFANT DE DIAMNIADIO	X		10 518 448 801	10 518 448 801	Chine
TOTAL SECTION 54				29 381 634 653	29 381 634 653	
Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA MAISON DE LA JEUNESSE ET DE LA CITOYENNETE		X	4 316 550 000	4 316 550 000	Etat
	VOLONTAIRES SERVICE CIVIQUE NATIONAL		X	83 782 800	83 782 800	Etat
	PROGRAMME DES DOMAINES AGRICOLES COMMUNAUTAIRES (PRODAC)		X	5 540 320 802	5 540 320 802	Etat
	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE AU SENEGAL (PRODAC)/BID		X	3 346 098 710	3 346 098 710	Etat/PTF
	Projet de mise à l'échelle du New Deal	X		575 400 000	575 400 000	Etat
TOTAL SECTION 55				13 862 152 312	13 862 152 312	
Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT D'UNITES INDUSTRIELLES DE TRANSFORMATION DE PRODUITS AGRICOLES POUR LES FEMMES (agriculture, élevage et pêche)	X		600 000 000	600 000 000	Etat
	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES DEPARTEMENTAUX POUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES (CEDAF)	X		762 300 000	762 300 000	Etat
	PROJET DE RENFORCEMENT DES FEMMES TRANSFORMATRICES DE CEREALES LOCALES	X		140 000 000	140 000 000	Etat
	APPUI A L'ACCELERATION DE L'ABANDON DE L'EXCISION / FNUAP / POPULATION	X		95 000 000	95 000 000	Etat
	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DU SENEGAL (PADESS)	X		2 975 585 411	832 954 252	Etat/Italie
	PROJET D'ALPHABETISATION ET D'APPRENTISSAGE DES METIERS ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE/PALAM/PHASE II		X	1 490 158 840	1 490 158 840	Etat/BID
	PROJET D'APPUI A LA STRATEGIE NATIONALE POUR L'EQUILITE ET L'EGALITE DE GENRE (PASNEEG) PHASE 2	X		386 423 358	386 423 358	Etat/Italie
	PROJET D'APPUI A L'EMERGENCE DES FAMILLES PRODUCTIVES ET A L'INSERTION DES JEUNES		X	1 988 844 185	1 988 844 185	Etat/PNUD
	PROJET DE RENFORCEMENT DES GROUPEMENTS FEMININS	X		132 487 760	132 487 760	Italie
	PROJET GENRE / PROGRAMME POPULATION / FNUAP	X		50 000 000	50 000 000	Etat
TOTAL SECTION 58				8 620 799 554	6 478 168 395	
Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE L'AGENCE NATIONALE DE LA MAISON DE L'OUTIL		X	625 000 000	625 000 000	Etat
	FONDS DE FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE (3FPT/ONFP) /CFCE		X	30 000 000 000	30 000 000 000	Etat
	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES DANS LES SECTEURS PORTEURS (PDCEJ)		X	1 594 329 439	1 594 329 439	Etat/AFD
	PROJET DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES STRUCTURES DE FORMATION PROFESSIONNELLE		X	4 000 000 000	4 000 000 000	Etat
TOTAL SECTION 59				36 219 329 439	36 219 329 439	
Charges non Réparties	FONDS NATIONAL POUR L'ENTREPRENARIAT RAPIDE		X	20 800 285 774	20 800 285 774	Etat
	PROGRAMME EMPLOI DES JEUNES PAVAGE / AGETIP	X		3 953 588 052	3 953 588 052	Etat

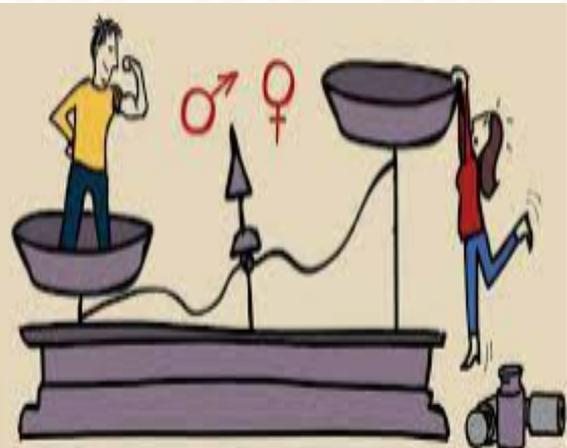
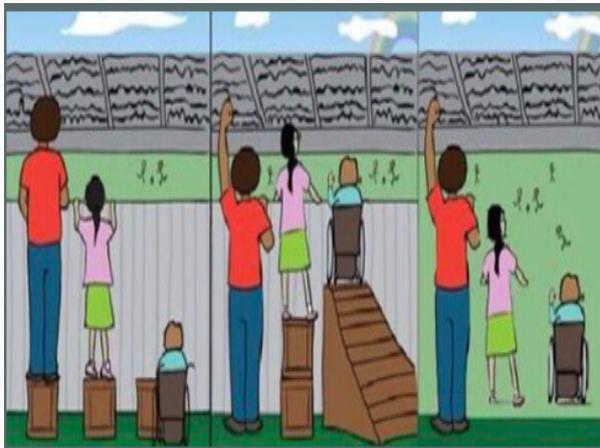
INSTITUTIONS/MINISTERE	PROJETS	MARQUEUR GENRE OCDE		LFI 2024		Financement
		GEN II ¹⁴	GEN I ¹⁵	Total AE	Total CP	
	PROJET D'APPUI A LA VALORISATION DES INITIATIVES ENTREPRENARIALES (PAVIE)	X		1 795 000 000	1 795 000 000	BAD
	PROJET DE REALISATION DU CENTRE D'ENTREPRENEURIAT ET D'INNOVATION DE LA DER		X	8 500 000 000	8 500 000 000	
TOTAL SECTION 60				35 048 873 826	35 048 873 826	
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	FONDS DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS PRORITAIRES (FONGIP)		X	2 000 000 000	2 000 000 000	Banque Mondiale
	CONTREPARTIE 7ème PROGRAMME FNUAP		X	175 000 000	175 000 000	
TOTAL SECTION 61				2 175 000 000	2 175 000 000	
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	PROJET D'AMELIORATION FILIERE CUIRS ET PEAUX		X	67 000 000	67 000 000	Etat
	PLAN DE RELANCE DE L'AVICULTURE SENEGALAISE		X	130 000 000	130 000 000	Etat
	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CULTURES FOURRAGERES (PDCF)		X	380 000 000	380 000 000	Etat
	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE LAITIERE		X	3 176 222 000	3 176 222 000	Etat
	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'AVICULTURE FAMILIALE		X	142 000 000	142 000 000	Etat
TOTAL SECTION 62				3 895 222 000	3 895 222 000	
Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	PROJET ENTREPRENEURIAT NUMERIQUE FEMININ	X		235 000 000	235 000 000	Etat
TOTAL SECTION 63				235 000 000	235 000 000	
Ministère de la Microfinance de l'Economie Sociale et Solidaire	PROGRAMME DE CONTRASTE A LA MIGRATION ILLEGALE A TRAVERS L'APPUI AU SECTEUR PRIVE (PLASEPRI II)		X	1 049 147 190	1 049 147 190	Etat/Italie
	PROGRAMME DE PROMOTION DE LA MICROFINANCE ISLAMIQUE (PROMISE)		X	8 355 681 876	8 355 681 876	Etat/PTF
TOTAL SECTION 64				9 404 829 066	9 404 829 066	
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	PROJET EAU ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PEAMIR)		X	2 000 000 000	2 000 000 000	Banque Mondiale
	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES SYSTEMES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE TROIS VILLES : SAINT LOUIS, KAOLACK ET KOLDA		X	10 849 470 307	5 775 147 051	BEI
	PROJET D'ACCES DURABLE A L'EAU ET A L'ASSAINISSEMENT G2G/USAID		X	4 518 479 054	4 518 479 054	USAID/Etat
TOTAL SECTION 65				17 367 949 361	12 293 626 105	
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	CREATION CENTRES RECHERCHE ET D'ESSAIS	X		875 149 770	875 149 770	Etat
	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME SENEGALAIS POUR L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES (PSE J)		X	1 500 000 000	1 500 000 000	Etat
	PROJET DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT DU PALMIER A HUILE	X		350 000 000	350 000 000	Etat
TOTAL SECTION 75				2 725 149 770	2 725 149 770	
Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Equipé Sociale et Territoriale	PROGRAMME D'URGENCE POUR LA MODERNISATION DES AXES ET TERRITOIRES FRONTALIERS (PUMA)		X	59 066 673 024	8 022 000 000	Etat
	PROGRAMME D'URGENCE DE DEVELOPPMENT COMMUNAUTAIRE (PUDC)		X	83 828 501 893	15 235 616 933	Banque Mondiale, BID, Fonds Saoudien
	FONDS DE SOLIDARITE		X	100 000 000	100 000 000	Etat
	PROJET D'APPUI AUX FILETS SOCIAUX	X		3 560 000 000	3 560 000 000	
	PROGRAMME NATIONAL DE BOURSES DE SECURITE FAMILIALE	X		52 930 875 200	52 930 875 200	Etat
TOTAL SECTION 84				199 486 050 117	79 848 492 133	
Ministère du Tourisme et des loisirs	ASPT / Xëyu Ndaw Yi	X		192 000 000	192 000 000	
TOTAL SECTION 49				192 000 000	192 000 000	
TOTAL GENERAL				447 303 159 840	305 742 818 366	

Source : DPB/DGB/MFB, données PIP 2024-2026

Il ressort du tableau ci-dessus que le montant dédié aux activités genre dans le **Projet de loi de finances 2024** est de **447 303 159 840 FCFA** en Autorisation d'Engagement (AE) et **305 742 818 366 FCFA** en Crédit de Paiement (CP) représentant près de **17%** du montant total prévu pour l'investissement (**1 836 271 570 000 FCFA**).

Selon l'approche par le **marqueur G de l'OCDE**, les projets dont le genre est un **objectif principal** (G-II) représente **35,5%** du montant prévu pour l'investissement destiné à corriger les disparités liées au genre tandis que ceux dont le genre est considéré comme un **objectif significatif** (G-I), représente **64,5%**.

BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE



II. BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE : INTEGRATION DU GENRE DANS LA PLANIFICATION OPERATIONNELLE DES MINISTERES

Dans l'optique de permettre aux femmes et aux hommes de bénéficier équitablement des résultats du développement, les initiatives et stratégies entreprises au niveau sectoriel à travers les départements ministériels commencent à enregistrer des résultats probants malgré les contraintes budgétaires qui plombent leur mise en œuvre.

Cette deuxième partie du document présente, le bilan consolidé des réalisations 2022 et à mi-parcours 2023 à travers les trois secteurs (souveraineté, sociaux et économiques), les contraintes et la maquette de budgétisation sensible au genre par ministère.

II.1. BILAN DES RÉALISATIONS SECTORIELLES

Le bilan décliné ci-dessous, présente les réalisations phares des ministères, réparties par secteurs d'activités.

⇒ SECTEURS DE SOUVERAINETÉ

En dehors des institutions constitutionnelles, les secteurs de souveraineté regroupent la sécurité, la justice, les affaires générales, l'économie, les finances et les actions extérieures.

En termes d'avancées au niveau de la **diplomatie**, il faut noter la mise en place du fonds de crédits doté à hauteur de **200 millions FCFA** destiné à développer les activités génératrices de revenus et à renforcer les capacités managériales et techniques des femmes. De même, des efforts importants ont été relevés dans le cadre de la promotion des femmes dont 40% occupent des postes de responsabilité.

Au niveau des **Forces armées**, une stratégie genre a été élaborée en vue de tendre vers l'équilibre hommes/femmes dans un environnement tenant compte de leurs sexospécificités. A cet effet, en plus de la poursuite des activités de renforcement de capacités et de sensibilisation allant dans ce sens, une **crèche de dernière génération** a été construite au sein de la **Caserne Samba Diery DIALLO**.

Pour la **Fonction publique**, l'audit genre a été validé et l'élaboration du Plan d'institutionnalisation Genre (PIG) se poursuit, en plus des activités de renforcement de capacités en Leadership Genre, Développement personnel et Communication en public.

Au niveau des **Collectivités territoriales**, les actions phares ont porté sur l'organisation de séries d'ateliers portant, notamment, sur « Femmes et développement territorial : apport des technologies numérique », l'approche inclusive et interactive a été adoptée

avec un focus sur l'intensification de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Ce faisant, avec le soutien de l'USAID, des solutions novatrices dans l'ère de développement du numérique et l'intégration du genre dans la planification et la budgétisation ont été proposées. Toutefois, l'accompagnement des femmes nouvellement élues apparaît comme une nécessité pour rendre effective leur participation à la gouvernance territoriale et donner un contenu concret à la mise en œuvre de la parité.

Au sein du département en charge de **l'économie**, les efforts s'inscrivent dans la poursuite de la mise en œuvre de l'institutionnalisation du genre en vue d'améliorer la conduite des politiques publiques, programmes et projets. Par ailleurs, la proportion des femmes au niveau du top management est passée de **33%** à **39%** entre 2021 et 2022. Il s'y ajoute, plusieurs projets et programmes d'autonomisation des femmes et des filles financés en collaboration avec le Ministère, parmi lesquels il convient de citer : « Oyass Capital », « WE Found », « ETER », « PAAICE », programme « FOGALOG », programme « Xëyu ndaw ñi », programme « YOKKUTE JIGEEN ÑI », etc.

Les principales activités réalisées ont essentiellement porté sur :

- l'organisation de la journée internationale de la femme autour du thème « l'égalité aujourd'hui pour un avenir durable » ;
- l'affinement du plan d'actions genre du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération (MEPC 2023-2025) qui opérationnalise le Plan d'institutionnalisation Genre (PIG) ;
- l'élaboration du document de projet du plan d'actions 2023-2025 à partager avec les partenaires au développement ;
- le renforcement de capacités en gestion axée sur les résultats de développement sensible au genre ;
- l'élaboration en cours de l'étude portant sur « **Genre et fiscalité** » en collaboration avec le PAIMRAI¹⁶/BAD ;
- l'élaboration en cours de l'étude de base sur « **la violence faite aux femmes** » au Sénégal ;
- l'élaboration d'un ensemble minimal national d'indicateurs de genre ;
- la production d'indicateurs de niveau I/II sur égalité des sexes et autonomisation des femmes ;
- la création et la publication d'une base de métadonnées sexo-spécifiques en libre accès ;
- la production d'un bulletin genre (UEMOA) ;
- l'élaboration d'un bulletin d'information sur « **Femmes et Économie** » ;
- la conception d'un module de simulation genre ;
- l'élaboration d'un guide méthodologique d'intégration du genre dans les activités du MEPC.

¹⁶ Projet d'Appui institutionnel à la Mobilisation des Ressources et l'Attractivité des Investissements

Concernant le Ministère des **Finances et du Budget**, la mise en place de la cellule genre a connu des avancées notables avec la nomination de la Coordinatrice de ladite Cellule qui a démarré ses activités avec la représentation du Département aux rencontres avec les partenaires à l'image de « All Africa Women's », « Agenda à Rabat », « ONU Femmes », « l'UEMOA », « le Forum Civil », etc.

Dans l'optique de son opérationnalisation, un comité des points focaux genre qui sera une instance d'appui, d'impulsion et de validation de la stratégie sectorielle, a été mis en place.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre du PRIIEEG¹⁷, le MFB a démarré l'exercice d'évaluation à mi-parcours sur la base d'une démarche participative et inclusive à tous les niveaux de prise de décision et d'intervention des parties prenantes. La Cellule genre est membre du comité de pilotage.

Pour le Ministère de l'**intérieur**, les activités liées à la prise en compte du genre se résument à l'organisation de la célébration de la journée du 08 mars avec comme thème « la fracture numérique : défis et enjeux ». La cérémonie a été organisée en partenariat avec la Police nationale, la Brigade nationale des Sapeurs-pompiers, la Direction générale de l'Administration territoriale et les femmes du département. Il faut aussi noter l'organisation d'activités relatives à la célébration d'« Octobre Rose » en plus de la tenue des séances de formations portant sur les thèmes portant sur la cyber sécurité, les VBG, etc.

S'agissant de la **justice**, les activités sont centrées principalement sur le lancement de l'audit genre et du recueil « extraits et commentaires d'instruments juridiques pour l'équité et l'égalité de genre ». Les campagnes de sensibilisation ont porté également sur la loi criminalisant le viol et la pédophilie en plus des séances de renforcement des capacités sur divers thèmes liés à la promotion de l'égalité du genre.

⇒ **SECTEURS SOCIAUX**

Ces secteurs stratégiques regroupent l'éducation et la formation, la santé, le développement social, les loisirs et le cadre de vie.

En matière de **Santé**, un bilan satisfaisant est noté avec un taux d'exécution de **75%** atteint avec la mise en œuvre des activités prévues suivantes :

- la révision et la validation de trois (3) modèles de code individuel, collectif et du questionnaire afin de lutter contre les discriminations, le harcèlement et autres abus sexuels en milieu de travail et dans la communauté ;
- l'intégration dans le portail d'apprentissage en ligne des modules de formation sur les connaissances de base sur l'approche genre et les violences basées sur le genre ;

¹⁷ Projet de Renforcement Institutionnel pour l'Equité et l'Egalité de Genre

- la capacitation de deux (2) pools de formateurs sur l'utilisation de la plateforme e-learning et les contenus des modules de l'approche genre et VBG intégrés ;
- l'élaboration de supports de communication pour sensibiliser le personnel et les populations sur les VBG, l'exploitation, l'abus et le harcèlement sexuel ;
- l'identification et la validation des indicateurs sexospécifiques pour renforcer la production de données statistiques désagrégées ;
- l'organisation d'une série de sessions de renforcement de capacités, notamment, en matière de leadership et genre au bénéfice des régions de Sédhiou, Kolda, Tambacounda et Kédougou, dans le domaine de la « gestion de l'hygiène menstruelle » pour trente (30) acteurs de la région de Kaolack, en BSG, etc.

A ces activités, il faut ajouter la révision des outils genre/VIH et les VBG, l'élaboration du document de projet pour l'intégration de la dimension genre dans le programme de la CMU et la conception d'un manuel de prévention, de dépistage, de traitement des fistules obstétricales et iatrogènes et de suivi des cas opérés.

Le sous-secteur de **l'éducation nationale** a enregistré d'importantes réalisations à travers la mise en œuvre du PAQUET¹⁸ qui s'est fixé comme objectifs entre autres, d'intégrer la dimension genre à tous les niveaux du système éducatif. A ce titre, des réalisations phares ont été notées à différents niveaux de la chaîne à savoir, la formation sur différents thèmes liés à la dimension genre, l'élaboration de documents sur « le dispositif de détection et d'enregistrement à l'état civil des élèves sans acte de naissance », d'un dispositif de communication pour la lutte contre la Violence en Milieu scolaire (VMS) et d'un module sur la protection des enfants en situation de handicap, la mise en place d'un référentiel pour la détection et la gestion des situations de risques affectant un(e) élève et de la plateforme de gestion des cas de VMS, des séances de sensibilisation sur des thématiques genre.

Le volet « **infrastructures** » a enregistré la construction d'infrastructures physiques avec rampes et équipements spécifiques (classes et BH¹⁹ séparés G/F + chaises turques pour les garçons et chaises anglaises pour les filles dans le cas de la gestion de l'HM²⁰ et boxes pour les élèves en situation de handicap) et d'espaces « amis des enfants » (salles polyvalentes +réfectoires+ blocs d'hygiène).

Concernant le volet « **ressources vitales** », des cantines scolaires ont été mises en place en sus de la distribution de vitamines et de fer ainsi que l'appui en denrées alimentaires.

Au vu des actions et initiatives prises, les acquis liés à la promotion de l'équité et de l'égalité des sexes à tous les niveaux du système ont été consolidés. L'indice de parité du

¹⁸ Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence

¹⁹ Bloc d'hygiène

²⁰ Hygiène menstruelle

TBS à l'élémentaire est en faveur des filles (1,20) ; et la même tendance est constatée au moyen (1,22) et au secondaire (1,23).

Par rapport à l'accès dans les filières scientifiques, les filles représentent **26,9%** des effectifs globaux.

A travers les composantes du PAQUET, figure le programme EBJA²¹ qui est une offre d'éducation non formelle destinée à développer des modèles alternatifs (écoles communautaires de Base et les classes passerelles) pour prendre en charge des jeunes âgés de 8 à 15 ans non scolarisés et déscolarisés. Grâce à ce programme, 25 100 filles/femmes contre 28 185 garçons/hommes ont été enrôlés. Ces écoles « **de la deuxième chance** » permettent ainsi au système éducatif, de récupérer certains enfants et/ou jeunes qui étaient hors école.

Ces résultats appréciables ont été obtenus grâce aux options et stratégies adoptées par les autorités politiques d'une part et, d'autre part, grâce aux efforts conjugués de l'Etat et des partenaires de l'éducation (Partenaires techniques et financiers, communautés) etc.

Toutefois, l'année scolaire 2022/2023 est marquée par la fin de l'important projet portant sur « **l'autonomisation des femmes et des jeunes filles dans les lycées et collèges du Sénégal** ».

Le sous-secteur de la **formation professionnelle** a obtenu des résultats probants en matière de budgétisation sensible au genre à travers la mise en œuvre des activités suivantes :

- l'organisation de la « Journée nationale genre et formation professionnelle » le 10 Mars 2022 au Lycée Seydina Limamoulaye de Guédiawaye, Dakar ;
- l'organisation de missions de suivi et d'accompagnement des établissements publics de la FPTA pour la prise en compte du genre, de la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM), la lutte contre les VBG et le harcèlement etc. du 07 au 17 juin et du 07 novembre au 13 décembre 2022 dans les régions nord et centre du pays ;
- l'organisation de « Journées de sensibilisation en genre et apprentissage, GHM, VBG et harcèlement » dans toutes les régions sauf celles de la zone centre (Kaolack, Kaffrine et Fatick).
- l'organisation de « Journées de promotion du genre » à Nioro et distribution de prix d'excellence aux meilleurs apprenants (tes) du CFP ;
- la tenue d'un atelier de formation des acteurs-trices de la scène PPBS du MFPAI sur la Budgétisation sensible au Genre (BSG) à Diamniadio ;
- l'organisation des "Journées genre des établissements publics de la Formation professionnelle et technique » des régions de Saint-Louis, Kaolack et Kaffrine et distribution des kits sanitaires aux meilleures filles issues de familles démunies;

²¹ Programme Education de base des jeunes et des adultes

- la tenue d'un atelier de formation des agents du MEFPAL (Directions, Services, Agences, Cabinet, Secrétariat Général) en genre et analyse selon le genre ;
- la tenue d'ateliers de formation en genre des Responsables des cellules d'appui à l'insertion et des points focaux genre des établissements de la FPTA des régions de Dakar- Kaolack- Thiès- Ziguinchor- Diourbel et Saint-Louis ainsi que des agents des IA et IEF sur le genre et l'analyse genre, etc.

Le sous-secteur de **l'enseignement supérieur** a enregistré des résultats importants avec l'amélioration de l'indice de parité qui passe de 0,91 en 2021 à 0,96 en 2022. Les réalisations ont porté sur la mise en place de programmes de sensibilisation et de formation sur l'égalité des sexes, le lancement de projets de recherche visant à étudier les disparités de genre, la promotion de l'égalité des sexes avec la participation active des nationaux à travers l'octroi des subventions de recherche et l'élaboration de politiques visant à éliminer les discriminations de genre dans l'accès aux ressources et aux opportunités liées à la recherche.

Dans le cadre de la promotion de l'équité et de l'égalité de genre, le Ministère en charge de la **femme** a enregistré d'importants résultats sur la base des orientations déclinées dans la SNEEG II.

C'est dans ce cadre que la stratégie nationale « **Ecole des Maris (EDM)** » a connu une mise à l'échelle dans les régions de Dakar, Louga, Ziguinchor, Sédhiou et Kolda avec l'implantation de 5 nouvelles écoles portant ainsi le nombre à 36 sur le territoire national.

Par ailleurs, dans le cadre du Projet « **Les femmes comptent** », il est noté l'institutionnalisation du forum de dialogue producteurs et utilisateurs de données statistiques genre, l'édition du 1^{er} bulletin d'information sur les statistiques genre axé sur le travail non rémunéré des femmes, la participation politique et le leadership féminin ainsi que l'édition du 1^{er} rapport ODD genre permettant de relever les avancées enregistrées et les écarts à combler d'ici l'horizon 2030.

En outre, la mise en place du **Projet de Renforcement Institutionnel pour l'Equité et l'Egalité de Genre** (PRIIEG) au Sénégal a permis d'obtenir les résultats suivants :

- l'adoption de la note méthodologique de l'étude intitulée « Réalisation d'un portrait succinct de l'effectif du personnel d'encadrement de la fonction publique sénégalaise » ;
- l'élaboration du profil de compétences du leader en équité et égalité dans la fonction publique en vue d'amorcer l'élaboration du profil du manager en gouvernance inclusive;
- l'élaboration de la stratégie d'appui au cadre de concertation des Cellules Genre et Equité ;
- l'élaboration du portrait des capacités de la DEEG, des cellules genre et des points focaux Internes.

Concernant la lutte contre les Violences basées sur le Genre, le département s'est engagé dans la prévention et à la prise en charge des victimes à travers notamment des appuis aux associations, l'organisation de journée d'animation et de sessions de dialogues communautaires, le démarrage des travaux de réhabilitation et d'extension du centre national de prise en charge des Victimes de VBG « One stop center et l'appui en kits hygiéniques (1 050) au profit des jeunes filles.

Le nouvel outil de prévention « **Wallu Allo 116** » a enregistré un nombre record de **2 259 appels** ; l'analyse de cette plateforme a révélé **654 cas de violences faites aux femmes et enfants** dont **54 cas abus sexuel sur mineurs** et **366 violences physiques et conjugales**.

Relativement à l'amélioration de l'offre de services aux victimes de VBG, **2 323 victimes**, soit **116%** de la cible ont été prises en charge au niveau des cinq (5) boutiques de droit de Pikine, Thiès, Kaolack, Kolda et Sédhiou (1 669) appuyées par le ministère et de la ligne 116 (654).

Dans le cadre de la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines (MGF), les résultats phares enregistrés portent sur la validation technique et politique de la stratégie nationale pour l'abandon des MGF 2022-2030 et son plan d'actions national 2022-2026, dialogues communautaires ou interpersonnels pour l'élimination des MGF et la poursuite de la mise en place de la plateforme de gestion des informations sur les VBG/MGF.

Le département, en collaboration avec l'**ONG « TOSTAN »** poursuit la mise en place des mécanismes de suivi post déclaration avec l'enregistrement de 60 cas à Vélingara Ferlo et Goudiry en 2022, entraînant un niveau de performance de 1200%. La phase pilote du projet s'est aussi poursuivie par la mise en œuvre de 10 plans d'actions des mécanismes de suivi post déclaration d'abandon de l'excision installés en 2021 et mis en œuvre à Matam et Kolda en 2022.

Ces actions ont permis de corriger les disparités entre les sexes à travers un repositionnement des femmes et des jeunes filles dans le système de production, de gestion et d'échanges des biens et services.

Pour une riposte efficace et intégrée contre le VIH Sida, le principe de la multisectorialité a été adopté. C'est dans cette optique que le département, à travers son Plan d'Actions sectoriel de lutte contre le SIDA, a réalisé d'importantes activités de sensibilisation, de dépistage volontaires et d'orientation pour leur prise en charge des séropositives.

Aussi, pour soutenir les initiatives économiques et promouvoir l'auto-emploi des femmes et des jeunes filles, **1 549 projets** ont été financés, permettant de toucher **4 163 femmes** et jeunes filles. Au titre du renforcement des capacités techniques, productives et managériales, **1 200 femmes** ont été formées dans les activités entrepreneuriales

(métiers de la transformation, de l'agro-alimentaire, de l'artisanat, de l'informatique et de la gestion).

Enfin, s'agissant de la formation technique et de l'alphabétisation fonctionnelle, **2 357 femmes** sur un objectif de **5 000**, ont bénéficié de renforcement de capacités dans différentes filières.

Également **1 957 jeunes** de la tranche d'âge 16-24 ans sur les **2 000 ciblés** ont bénéficié d'une formation qualifiante.

Parallèlement, divers équipements de production et de transformation de produits locaux sont incubés dans les CEDAF²² pour soutenir les initiatives économiques et promouvoir l'auto-emploi des femmes et des jeunes filles.

Aussi, huit (8) **CEDAF** sont dotés de salles informatiques dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Entrepreneuriat numérique féminin à travers la convention de partenariat avec le Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Économie numérique. A cela s'ajoute, l'implantation de lots d'équipements dans les unités de transformation de céréales de Bokidiawé, Matam et Orkadiéré.

Concernant la filière lait, l'installation de 17 étables, de 02 boxes et 04 kiosques ainsi que la fourniture de 02 camionnettes de capacité de (2,5 t), 01 tricycle isotherme, 01 pasteurisateur, 01 pompe de transfert, 01 tank de refroidissement, des équipements solaires, ... ont été enregistrés.

Pour les chaînes de valeurs agricoles de types communautaires, des infrastructures sont construites à l'image des magasins de stockage de riz (Boundoum, Gaé et Cas-Cas), de 03 complexes de rizerie à Niandane, Cas-Cas et Agnam, de 03 unités de transformation de céréales locales (Matam, Bokidiawé et Orkadiéré), et d'un (01) centre de groupage d'oignon à Dembanané.

De même, dans le domaine de la petite enfance, des résultats importants ont été enregistrés avec la prise en charge de **194 958 enfants** de moins de 5 ans, la construction de **157 structures** et la poursuite des travaux de construction de **150 salles** de classe d'Écoles Communautaires de Bases (ECB) dont 22 sont réceptionnées au cours de la période sous revue.

Relativement à la lutte contre la vulnérabilité des enfants, les interventions ont permis d'appuyer **75 daaras** en denrées de première nécessité et en produits d'hygiène, de procéder au retrait de la rue et au retour en famille de **1 106 nigériens** dont **631 enfants**, d'accueillir et de prendre en charge **1 197 enfants** en situation difficile au centre Ginddi, de prendre en charge **1 019** (dont 491 filles et 528 garçons) orphelins déclarés pupilles de la Nation en vue d'améliorer leurs conditions de vie.

²² Centre départemental d'Assistance et de Formation pour la Femme

Dans le domaine de la **microfinance**, les résultats des activités de genre se résument comme suit :

- octroi de subventions allant de 2 à 20 millions FCFA à sept (7) groupements de l'économie sociale et solidaire dont six (6) dirigés par des femmes et un (1) dirigé par un homme ; chaque groupement compte au moins trente (30) femmes ;
- octroi de subvention en matériels dont deux (2) roulants et quinze (15) bascules d'une valeur de 50 millions à un GIE dénommé le Réseau National des Calebasse Solidaire (RENCAS) dirigé par une femme, composé de 60 175 membres dont 54925 femmes et 5250 hommes répartis dans 11 régions du Sénégal ;
- octroi d'un financement issu du refinancement d'un montant global de 496 000 000 FCFA à 7 543 personnes dont 7 205 femmes et 338 hommes ;
- octroi d'un financement de 2 88 500 000 FCFA à 57 MPME dont 39 dirigées par des femmes et 18 dirigés par des hommes ;
- octroi d'une subvention de 11 000 000 FCFA à deux cent quatre (204) groupements dont 201 dirigés par des femmes et trois (3) dirigés par des hommes dans les zones de Dakar, Kédougou, Kidira (Bakel), Sokone (Foundiougne), Daara (Linguère), Kédougou, Ziguinchor et Niaguis ;
- organisation de sessions de renforcement de capacités en éducation financière au profit de 260 personnes dont 182 femmes et 78 hommes venus des régions de Tambacounda, Kolda, Matam et Kolda ;
- recrutement, en 2023, d'un personnel constitué de 40% de femmes ;
- nouvelles nominations aux postes de responsabilité (coordonnateurs, chef de service, chef de division de bureau) avec 60% de femmes ;
- organisation de quatre (4) ateliers de renforcement de capacités en genre.

Concernant la **jeunesse**, les principales réalisations enregistrées en matière d'autonomisation, de protection sociale et sanitaire et de lutte contre les VBG, sont relatives à :

- l'encadrement de deux (2) GIE de femmes dans la production horticole au niveau de l'ASTC²³ de SEFA ;
- l'accompagnement de 104 femmes issues de quatre (4) GIE dans la production de 13 hectares de maïs dans le cadre du projet « **Toolu Djiguène yi** » de SEFA ;
- l'élaboration de la stratégie nationale de passage à l'échelle du « **new deal** » à travers les clubs de jeunes filles leaders ;
- l'installation de dix (10) nouveaux clubs de jeunes filles leaders ;
- l'organisation d'un atelier sur le leadership féminin et l'engagement citoyen pour trente (30) jeunes filles du Cameroun, du Gabon, du Sénégal et du Togo ;
- l'organisation de consultations gynécologiques au profit de 3 477 jeunes reçues dans les centres conseils pour adolescents ;
- la création de dix (10) nouveaux clubs de jeunes filles pour la prévention des grossesses, les VBG et les mariages d'enfants ;

²³ Centre de Services pour les Paysans

- l'organisation d'activités de sensibilisation pour un changement de communication en faveur de l'abandon des mutilations génitales dans l'axe sud, sud Est ;
- l'implantation de services de prévention sur les grossesses précoces, les VBG et les mariages d'enfants au bénéfice de 98 572 adolescentes.

S'agissant du sous-secteur des **sports**, la persistance des stéréotypes liés au genre a un impact non seulement sur la participation des femmes à la prise de décisions dans les organisations sportives, mais aussi sur leur participation à des activités sportives.

Toutefois, grâce aux efforts déployés par le Ministère en charge des Sports, une attention particulière est accordée à l'intégration cohérente du genre dans les programmes, actions et activités du secteur des sports en vue d'une meilleure participation des femmes aux différents domaines du sport. De même, il favorise une meilleure participation des femmes et des personnes vivant avec un handicap aux activités sportives et aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision.

En termes de bilan, des réalisations dans le cadre de la promotion de l'équité et de l'égalité de genre, on peut noter :

- l'organisation de la journée femme et sport autour du thème : « la participation des femmes à l'encadrement et aux activités physiques et sportives » ;
- l'organisation d'un atelier dans le cadre de la journée « femme et sport », autour du thème « les avantages du sport chez les femmes et les personnes vivant avec un handicap » ;
- la contribution pour l'organisation de la « journée nationale de randonnée pédestre » organisée par la Fédération Sénégalaise de Randonnée Pédestre à Tivaouane, avec la participation de 1500 personnes dont 500 femmes.

En matière de **développement communautaire**, les programmes d'équité sociale et territoriale, de par leur spécificité, mettent en relief l'importance du volet genre dans le processus de développement durable et inclusif.

A titre illustratif, la mise en œuvre du PUMA a permis d'enregistrer les résultats significatifs à travers les volets relatifs à la promotion économique, à la santé et à l'éducation avec notamment :

- la dotation en équipements d'allègement des travaux des femmes ;
- l'aménagement de périmètres agricoles, favorables à la production des femmes ;
- la construction et la réhabilitation de marchés à Sadel (Matam) et Bakel (Tambacounda), contribuant à la promotion de l'autonomisation des femmes ;
- l'appui à la promotion des jeunes et l'autonomisation des femmes dans dix (10) régions grâce au programme de financement PUMA/DER ;
- la construction de locaux pour les unités de transformation mises en place ;
- la mise en place de cages flottantes piscicoles (confection et installation de cages flottantes, empoissonnement) ;

- l'organisation de formations qualifiantes et professionnelles à court et moyen termes avec les structures de formations et autres prestataires dédiés (3 FPT²⁴, ONFP²⁵, etc.) ;
- la promotion économique des femmes dans les médias, avec l'enregistrement et la diffusion de vingt-quatre (24) émissions impliquant les femmes ;
- l'achèvement des travaux de construction de collèges, de salles de classes, d'écoles primaire et maternelle dans les localités de Orndoldé, Gathiary, Mbissine, et Galoya ;
- la construction d'un forage avec château-d'eau pour alimenter en eau, les localités de Maka gouye, Belli Thiowli, Thiaxlé, Barkédji, Thilla, Gonkol Safalbé et Wouro.

Également, le volet portant dimension genre du PROMOVILLES a enregistré d'importants acquis à travers la mise à disposition d'unités de transformation dans les zones nord (Saint louis, Louga et Matam), centre (Diourbel et à Thiès), ouest (Thiès et Dakar) et sud (Tambacounda, Kolda et Ziguinchor).

En ce qui concerne le PUDC, le genre est largement pris en compte à travers des activités inscrites dans le volet agroalimentaire et transformation agricoles avec la mise en valeur en cours de 44 périmètres agricoles communautaires. Des résultats probants ont été enregistrés dans le domaine de l'entrepreneuriat et la valorisation socio-économiques avec l'appui au développement des micros et petites entreprises rurales, l'identification et l'accompagnement des bénéficiaires des bios digesteurs, l'acquisition et l'installation d'équipements de transformation pour la réhabilitation de la plateforme des femmes transformatrices de cajou de Sokone et de Diofior (produits locaux), la mise en place de magasins de stockage destinés à appuyer les producteurs de cajou de Sokone et des femmes transformatrices de la SAR (Société agricole rurale) de Séwékhaye,

De même, en collaboration avec l'IFAN-UCAD, une étude-recherche sur l'intervention du PUDC a été réalisée sur le thème « **Genre et bien-être dans l'accès durable à l'énergie et résilience au changement climatique au Sénégal** », dans le but d'améliorer sa stratégie d'intervention en matière de genre et d'inclusion sociale.

Concernant aussi le secteur du « **travail** », des progrès ont été capitalisés avec le soutien de la coopération allemande (GIZ) à travers la mise en œuvre du projet « **Ensemble vers la réforme du travail** » qui a permis la vulgarisation de la stratégie genre auprès des inspections régionales du travail et de la sécurité sociale (IRTSS) et des partenaires sociaux.

Ainsi, des sessions de sensibilisation ont été organisées relativement à la non-discrimination et la prise en charge de la dimension genre en milieu professionnel à l'intention des responsables de ressources humaines et des délégués du personnel de la zone nord et à la mise en place des crèches en milieu de travail, avec le partage du

²⁴ Fonds de Financement de la Formation professionnelle

²⁵ Office national de la Formation professionnelle

contenu de la fiche explicative de la Convention n° 183 sur la protection de la maternité.

En sus de ces activités, un panel a été organisé sur la thématique « **les mutations du digital en cours dans le monde du travail : opportunités et menaces pour les travailleuses et travailleurs** » et une feuille de route a été élaborée et des points focaux genre désignés et installés dans les Inspections du Travail et de la Sécurité sociale de Dakar, Thiès et Saint-Louis.

Enfin, une liste d'indicateurs sexospécifiques a été retenue et suivie dans le cadre de la revue annuelle conjointe (RAC). Ces indicateurs concernent essentiellement :

- le nombre de contrats enregistrés par l'inspection du travail et de la sécurité sociale désagrégé selon le genre;
- la part des femmes dans les emplois créés par le secteur privé;
- la répartition, par type, des contrats de travail visés par les ITSS²⁶, selon le genre ;
- la part des femmes dans les élections de délégués du personnel ;
- la proportion de femmes occupant des postes de responsabilités à tous les niveaux du ministère.

A propos du **cadre de vie**, la journée internationale de promotion des droits des femmes a servi de prétexte pour faire le plaidoyer sur l'intégration de la dimension genre dans la gestion durable de l'écosystème urbain face aux changements climatiques, de sensibiliser les acteurs sur les effets néfastes des changements climatiques dans l'espace urbain, les infrastructures, les équipements collectifs et les espaces publics, de montrer la participation effective des femmes dans l'amélioration de la qualité du cadre de vie à travers la réalisation de villes vertes, la collecte des déchets solides mais également les éco gestes.

Dans le même sillage, des recommandations ont été formulées pour renforcer les capacités des acteurs afin de faire émerger un leadership plus inclusif et performant. Enfin, dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions annuel, une formation sur les concepts de genre et les indicateurs sexo-spécifiques, a été organisée à l'attention des agents du ministère.

En matière d'**accès à l'eau et l'assainissement**, les aspirations légitimes et de plus en plus fortes des contribuables et notamment celles des femmes et des jeunes à des services d'eau et d'assainissement qui répondent à des normes de qualité et d'équité sociale par une gouvernance inclusive sont autant de défis à relever.

Ainsi le département en charge de ce sous-secteur a fait des efforts considérables dans ce sens à travers la mise en œuvre du PIG, l'exécution en cours de la contextualisation du genre avec le concours des agences dépositaires du suivi (Joint monitoring Program, GEMIS, et GLAAS), le démarrage des études d'élaboration des Schémas Directeurs

²⁶ Inspections régionales du Travail et de la Sécurité sociale

d'Aménagement et de Gestion des Ressources en Eau (SDAGE), la mise en place de cadres de concertation dans les Communes de Darou Khoudoss/Mboro, Diender/kayar et Mont Rolland dans le cadre de la recherche action et la réalisation de **21 872 branchements sociaux**.

Relativement au volet **culturel**, il a été noté la poursuite des activités de plaidoyer pour la prise en compte effective du genre dans la chaîne PPBSE, l'intégration de l'écriture épicienne dans l'élaboration de tous les documents stratégiques, la promotion du leadership féminin et l'instauration d'un dialogue intergénérationnel pour conscientiser et booster la jeune génération.



Le renforcement de l'accès des filles aux filières scientifiques, l'octroi de kits de dignité aux élèves du CEM J.F. KENNEDY, réalisation de l'OFOR

⇒ **SECTEURS ÉCONOMIQUES**

L'agriculture, l'élevage, la pêche, l'environnement, les infrastructures et services de développement économique émergent au niveau de ces secteurs qui représentent **19%** de l'ensemble des secteurs. En effet, l'atteinte des ODD est assujettie à l'élimination de l'écart qui existe entre les sexes dans le processus de développement pour une croissance économique durable.

Pilier important de l'économie, le sous-secteur de **l'agriculture** emploie plus de **60%** de la population alors que les femmes qui ne représentent que 10,9% de ce total, s'activent plus dans les cultures destinées à l'autoconsommation à savoir, le riz pluvial, le bissap, le gombo et le niébé. A cet effet, les stratégies sont axées autour des petites et moyennes exploitations agricoles qui génèrent beaucoup de ressources en vue de leur autonomisation.

Par ailleurs, des acquis importants sont notés à travers le volet renforcement des capacités avec la formation de **81 500 producteurs** dont **20%** de femmes et **758 330 producteurs** bénéficiaires d'appui conseil dont **20%** de femmes. Les producteurs touchés par les technologies diffusées par l'ANCAR sont évalués à **40 044** dont **29,9%** de femmes.

Le nombre d'emplois créés par l'ANIDA, est estimé à 46 640 dont 27 984 femmes soit 60% et le volume de financement mobilisé pour les organisations de producteurs (OP)

après des institutions financements avec l'accompagnement de l'ANCAR est de **1 626 796 063 FCFA** dont **488 038 819 FCFA** pour les femmes soit **30%**.

Il faut également noter l'organisation d'ateliers à l'attention des points focaux et du top management et d'activités menées dans le cadre de l'élaboration du PIG et d'appui à la formulation des indicateurs sexospécifiques.

Dans le domaine de **l'environnement**, le principal acquis réside dans le fait que la transversalité de la dimension du genre est devenue une exigence dans le suivi et l'évaluation de la politique environnementale et au-delà, des politiques publiques.

En termes d'acquis, on peut noter la présence des femmes dans les commissions environnementales et domaniales à hauteur de 26% au niveau des 13 communes d'intervention de ripostes dont les 18% ont participé à la formation sur les outils « exact et collect earth » pour le suivi et l'évaluation de la CDN²⁷. Un pourcentage de 36,6% des terres restaurées est attribué aux femmes et dans le cadre du programme « Xëyu ndaw ñi » ; de même, un taux de 33% des 7 704 emplois créés est réservé aux femmes. A cela, s'ajoutent les activités de renforcement de capacités en techniques de production de plants et/ou techniques de reboisement (54,8%), de valorisation des PFNL²⁸ (61%) et d'exploitation forestière (36,1%). Dans le domaine de l'écotourisme, 350 familles, dont 3 000 femmes, ont bénéficié de recettes d'un montant de 45 450 000 FCFA, en plus de la mise en place d'une unité de transformation de produits halieutiques et 300 ruches langstroth au profit des femmes productrices dans le delta du Saloum.

Entre autres, réalisations, il faut noter :

- l'augmentation de 34% des revenus des femmes avec la vente des produits de la pêche, des produits forestiers non ligneux, de la noix de cajou et du sel ;
- l'octroi de matériel de travail pour un montant de 8 500 000 FCFA à 363 femmes transformatrices de produits locaux et ostréicultrices ;
- l'octroi de financement d'un montant de 27 382 500 FCFA alloué aux ménages afin d'appuyer leur résilience alimentaire et d'accroître les activités génératrices de revenus dans la Commune de Salémata à Kédougou ;
- la tenue d'ateliers de renforcement de capacités sur « les changements climatiques », « le genre en lien avec les changements climatiques » et sur « la question des risques climatiques » ;
- l'élaboration de la stratégie genre du département avec l'appui du PNUD ;
- l'élaboration du Plan d'Actions national Genre et Climat ;
- la réalisation d'une étude de référence sur le genre et les changements climatiques dans les secteurs du plan national d'adaptation du Sénégal (agriculture, santé, infrastructures et inondations) ;

²⁷ Contribution déterminée au niveau national

²⁸ Produits forestiers non Ligneux

- la nomination de deux (2) femmes respectivement aux postes de Présidente du Groupe des Pays les Moins Avancés et Point Focal Genre et Climat, à travers la CCNUCC²⁹ ;
- la formation de douze (12) femmes en technique de négociations sur les changements climatiques.

Quant au sous-secteur de la **pêche**, il est marqué, en plus des sessions de formation sur l'analyse des données désagrégées, par le lancement de l'audit et du PIG genre et la mise en œuvre du protocole d'accord avec le PUMA à travers, entre autres, la construction de boutiques à poissons dans les communes de Waladé et de Balou ainsi que la formalisation des GIEs de Ndanewou et de Golmi.

En matière de **Pétrole et d'énergies**, les activités phares sont marquées par des sessions de renforcement des capacités autour des concepts clés du genre et la BSG, la planification et le suivi-évaluation intégrant le genre et le diagnostic et l'évaluation des projets et programmes du secteur dans le cadre de l'opérationnalisation du Plan d'Actions national Genre-Energie (PANGE).

S'agissant de l'institutionnalisation du genre à travers les activités du département, on peut noter :

- l'élaboration de la stratégie genre et inclusion sociale ;
- l'institutionnalisation de la dimension genre dans la mise en œuvre des projets par l'ASER ;
- la réalisation d'une évaluation genre de la nouvelle phase d'EnDev financé par la GIZ ;
- la mise en place d'un groupe de points focaux genre des différentes entités d'exécution dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Promotion d'une Cuisine Respectueuse du Climat Kenya et Sénégal » co-financé par le Fond Vert Climat et le BMZ³⁰ ;
- l'élaboration d'un plan d'opérationnalisation du plan d'actions genre ;
- l'élaboration et la validation du Plan d'Actions Genre et inclusion Sociale (PAGIS) par le Millénium Challenge Account SN II (MCA SN II) ;
- la prise en compte de la dimension genre dans la revue des dépenses publiques ;
- la systématisation de la prise en compte du genre à travers la revue des documents de conception technique, des études environnementales et sociales ainsi que dans les dossiers de passation des marchés dans le cadre des Projets Accès, Transport et Réforme du second Compact mis en œuvre par le MCA SN II ;
- l'élaboration d'un plan d'actions genre et d'une étude genre et environnement par la SENELEC à travers le Projet d'Appui au Secteur de l'Electricité (PASE) ;
- la prise en compte du genre dans la revue à mi-parcours de la LPDSE ;

²⁹ Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

³⁰ Ministère du Gouvernement fédéral allemand chargé de l'aide au développement économique

- l'organisation d'une tournée d'information pour le programme de stage pour les jeunes filles, initié avec l'appui du MCA SN II dans les régions de Kaolack, Tambacounda, Kolda, Sédhiou, Fatick.

Dans le domaine de **l'industrie**, des réalisations significatives sont notées à travers les projets notamment les agropoles qui visent entre autres objectifs, l'amélioration de l'accès des couches vulnérables aux services et ressources productives. Ainsi, il a été procédé à l'évaluation des rapports et documents du projet en vue de définir un cadre d'intervention pour une meilleure prise en compte de la problématique genre et de l'inclusion sociale dans les activités du projet. L'évaluation a abouti à la définition d'une liste d'indicateurs sexospécifiques de suivi.

Dans le cadre de la normalisation, la déclaration sur les normes et l'élaboration des normes tenant compte des questions de genre a été signée suivie des séances de sensibilisation.

Dans la même dynamique, le Projet « Autonomisation économique des Femmes dans l'industrie verte » visant à conseiller les décideurs politiques et les parties prenantes sur la mise en place et la mise en œuvre d'un cadre politique pour intégrer le genre dans les politiques industrielles vertes, a été lancé.

Concernant le secteur du **commerce**, les femmes, de par leurs échanges dans le petit commerce formel et informel le long des frontières, sont incontournables dans l'action d'intégration régionale. A cet effet, l'axe 3 de la SN ZLECAF³¹, dédié à la promotion de la participation des femmes et des jeunes dans le commerce intra africain et la protection de l'environnement, prévoit un budget de deux (2) milliards FCFA pour la mise en œuvre des activités programmées.

Dans le domaine du **transport aérien**, les activités sont centrées autour du renforcement de la cellule genre en vue de la mise en œuvre des missions assignées. Toutefois, sous l'angle des représentations et des responsabilités désagrégées par sexe, la cartographie est réalisée en dehors des activités de représentation.

Pour le sous-secteur de **l'élevage**, la stratégie genre est adoptée et un montant de **932 517 958 FCFA** a été dégagé pour 364 projets dont les 23% concernent les femmes. Pour ces dernières, 80% des financements sont destinés à la commercialisation ovine.

Concernant le sous-secteur **minier**, la proportion des titres miniers octroyés aux femmes est passée de **3%** à **12%** entre 2021 et 2022. Des avancées significatives sont également notées au niveau de la promotion pour les instances de prise de décisions avec la nomination d'une femme à la tête du Service géologique national du Sénégal. Hormis les sessions de renforcement de capacités sur la BSG et planification sensible au genre, les activités sont marquées par la signature de l'arrêté **n°014047 du 27 avril 2023** portant création du Comité national de suivi et d'évaluation des ressources issues

³¹ Zone de Libre-échanges continentale africaine

du FADL³² en plus de la composante « **autonomie des femmes** » du Fonds d'appui au secteur minier.

Également pour le secteur de **l'énergie**, le Ministère en charge du Pétrole (MPE) s'est engagé à lever les barrières structurelles à l'accès des femmes aux opportunités d'emploi dans les chaînes de valeur énergétique. A cet effet, le Gouvernement, avec l'appui du MCA, a procédé au lancement du programme « **jiguen moy léer** » d'un coût de **550 millions dollars** en vue de réduire les inégalités de genre à travers le renforcement de leur présence dans les départements et services rattaché du MPE. La phase pilote dudit programme offre l'opportunité à 50 stagiaires de bénéficier d'un encadrement dans le secteur de l'énergie à l'issue duquel un monitoring sera lancé pour accompagner les étudiantes bénéficiaires, à trouver des emplois pérennes.

Dans le cadre de la **réduction la fracture numérique**, des efforts sont notés à travers les sessions de renforcement des capacités en faveur des agents de l'administration, des « bajenu Gox » et aux élèves, en plus de l'octroi de matériel aux CEDAF (Dakar et Nioro) dans le cadre de la poursuite du projet de développement de l'entrepreneuriat numérique féminin. Dans la même lancée, une étude sur les indicateurs genre et numérique dans le secteur des Télécommunications est en cours en vue de faire une analyse sexospécifique.



II.2. CONTRAINTES

Malgré le bilan satisfaisant enregistré grâce aux politiques mises en œuvre, les principales contraintes découlant de l'inégalité de genre se rapportent, notamment, au faible taux de représentativité des femmes au niveau des instances de prise de décision, à leur faible participation à la vie économique et politique du pays.

Au niveau sectoriel, les cellules genre restent confrontées à :

- la faiblesse des ressources humaines, techniques et financières pour un fonctionnement correct de leurs structures ;
- un besoin de renforcement de capacités en analyse genre ;
- la faible disponibilité d'indicateurs désagrégés par sexe ;
- une faible implication dans le processus budgétaire ;
- la faible prise en compte du genre dans la gestion des ressources humaines ;

³² Fonds d'Appui au Développement local

- le faible taux de représentativité des femmes au niveau des postes de responsabilité ;
- la difficulté, pour certaines d'entre elles, de mobiliser le budget d'appui qui leur est alloué.

II.3. MAQUETTES DE BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE

L'analyse genre des actions/activités déclinées dans les Projets annuels de Performance (PAP) des différents ministères a permis de déboucher sur une panoplie de mesures correctrices. En définitive, l'objectif principal visé à travers les maquettes de budgétisation, ci-après, est de résorber le gap pour une égalité des chances. Ces maquettes sont adossées à un cadre de performance qui permettra, in fine, d'évaluer les activités qui seront mises en œuvre.

⇒ **Ministère des affaires étrangères et des sénégalais de l'étranger**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Valeurs de référence	Cibles 2024	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Modernisation de la gestion des ressources humaines et amélioration des conditions de travail	Les femmes cadres du MAESE ayant des postes de responsabilités sont promues	Améliorer les processus de gestion	Taux de femmes cadres accédant à des postes de responsabilités	39%	50%	-
Coopération bilatérale et multilatérale	Représentation du Sénégal au sein des organismes internationaux	La présence des cadres sénégalaises dirigeant les PDC ou OI est renforcée	Favoriser la participation active des cadres dans les instances internationales et une présence renforcée des organisations internationales au Sénégal	Nombre de cadres sénégalais présents dans les PDC ou instances de décision des Organisations multilatérales	9%	13	6 000 000
Promotion de la Diplomatie économique	Promotion de la diplomatie économique	Les capacités des acteurs de la diplomatie économique renforcées	Organiser des séminaires de mise à niveau et de renforcement des capacités des acteurs économiques publics et privés sur les mutations et enjeux économiques internationaux	Nombre de femmes d'affaires sénégalaises formées et accompagnées	600%	1200%	26 000 000
Gestion des Affaires consulaires et Promotion des Sénégalais de l'Étranger	Protection et Promotion des Sénégalais de l'Étranger	Les politiques favorables à l'entrepreneuriat et à l'auto-emploi sont promues.	Fonds crédits femmes	Taux de projets de la Diaspora financés	67%	90%	450 000 000
		La protection et l'assistance des Sénégalaises de l'étranger sont améliorées	Accompagner et orienter les Sénégalais de l'Étranger	Taux de demandes satisfaites en matière de protection sociale et juridique/nombre reçu	65%	80%	4 000 000
Total section 31							486 000 000

⇒ **Ministère des Forces armées**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Valeurs de référence	Cibles 2024	Budget
Pilotage coordination et gestion administrative	Pilotage	Suivi-évaluation des actions de la SSG/FA est fait	Évaluer le stratégie sectorielle genre du MFA	Rapport de suivi	0	1 rapport	7 500 000
Défense du terroir national	Défense terrestre	Les sexo-spécificités sont pris en compte	Organiser un séminaire de formation sur le genre	Niveau de prise en compte du genre dans la construction des infrastructures et dans les textes	0,05	1	4 593 000
	Défense aérienne	Les sexo-spécificités sont pris en compte	Organiser un séminaire de formation sur le genre	Niveau de prise en compte du genre dans la construction des infrastructures et dans les textes	6%	100%	17 490 000
	Défense fluviomaritime	Les sexo-spécificités sont pris en compte	Organiser un séminaire de formation sur le genre	Niveau de prise en compte du genre dans la construction des infrastructures et dans les textes	3%	100%	
	Logistique interarmées	Les sexo-spécificités sont pris en compte	Organiser un séminaire de formation sur le genre	Niveau de prise en compte du genre dans la construction des infrastructures et dans les textes	8%	100%	
Sûreté publique et maintien de l'ordre	Soutien gendarmerie	La morphologie féminine est prise en compte dans la confection des tenues de la gendarmerie	Organiser des visites de suivi de la mise en œuvre	Rapport d'activités	10%	100%	4 670 000
		Le rayonnement des femmes est amélioré dans la gendarmerie	Organiser des ateliers de formation, coaching, conseil, mentorat,)	Taux d'autonomisation des femmes	8%	100%	12 270 000
Total section 32							46 523 000

⇒ **Ministère de l'Intérieur**

Programme budgétaire	Action du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles 2024	Budget
Pilotage, coordination et gestion administrative	Coordination administrative, planification et suivi-évaluation	La prise en compte du genre est renforcée dans les documents budgétaires	Former et faire un plaidoyer à l'endroit du top management pour une meilleure prise en compte du genre dans les documents	Nombre de documents élaborés sensibles au genre	2 documents d'étude sensibles au genre	1 000 000
		Des indicateurs sensibles au genre sont identifiés et évalués	Tenir une réunion de plaidoyer pour la prise en compte des indicateurs genre	Rapport d'évaluation	1 rapport genre disponible	800 000
		La stratégie de communication de l'approche genre du département est disponible	Organiser un atelier d'élaboration et de définition de la stratégie de communication de l'approche genre	Stratégie de communication élaborée	1 document de stratégie	2 150 000
		Un égal accès des hommes et des femmes aux postes de responsabilités du Ministère	Financer une étude de faisabilité pour un projet de responsabilisation et de promotion des femmes du ministère	Validation d'un projet de responsabilisation et de promotion des femmes du ministère	4 femmes	3 185 000

		Les capacités des acteurs sensibles au genre sont renforcées	Former les acteurs à la planification et à la budgétisation sensible au genre	Feuilles de présence	15 cadres formés	4 256 000
			Organiser un atelier de formation et de Renforcement de capacités sur la budgétisation sensible au genre	Feuilles de présence	8 cadres formés	USAID
TOTAL SECTION 33						11 391 000

⇒ **Ministère de la Fonction publique**

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités Genre	Indicateurs	Référence	Cibles 2023	Budget 2023
Fonction Publique	Modernisation de la gestion des ressources humaines	Les agents nouvellement recrutés sont formés en approche genre	Formation des nouvelles recrues sur les concepts de base de l'approche genre et développement	% d'agents nouvellement recrutés formés en approche genre	ND	80%	10 000 000
Transformation du secteur public	Développement de la recherche, de l'innovation et de l'analyse prospective en matière de réforme du Secteur public	Les spécificités de genre sont prises en compte dans les structures organisationnelles, projets et programmes du Ministère	Elaboration et partage d'un guide d'intégration du genre dans les structures, projets et programmes du Ministère	Guide validé	1	1	12 000 000
Pilotage, gestion et coordination administrative	Pilotage, Gestion, coordination administrative	Le genre est pris en compte dans les interventions du département	Renforcement de capacités des points focaux et personnes ressources en Leadership, développement personnel et prise de parole en public	% de personnes formées	60%	80%	15 000 000
			Formation des points focaux et personnes ressources sur les techniques de communication, la planification, les démarches et outils d'intégration du Genre	% de personnes formées	0	70%	10 000 000
			Séances d'animation et de suivi de l'IG				5 000 000
TOTAL SECTION 35							52 000 000

⇒ **Ministère de la Justice**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Référence	Cibles 2024	Budget
Justice judiciaire	Traitement et jugement des contentieux	Les décisions de justice sont rendues de manière équitable	Renforcer les capacités du personnel judiciaire en genre	Nombre de magistrats formés en genre	30	50	6 000 000
				Nombre de greffiers formés en genre	40	50	8 000 000
				Nombre d'auditeurs de justices formés en genre	30	45	6 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Référence	Cibles 2024	Budget
Accès à l'information juridique	Accès à l'information juridique et judiciaire et à l'aide juridictionnelle	Une justice plus proche du justiciable	Vulgariser et sensibiliser les populations sur l'accès aux droits	Nombre de session de communication organisées	12	15	21 000 000
Programme pénitentiaire	Vie du détenu	Améliorer les conditions de détentions des détenus	Mener une étude sur la capacité d'accueil des lieux de détention	Effectif de la population carcérale par sexe	ND	Un rapport	3 000 000
Education surveillée et protection de l'enfant	Vie de l'enfant en danger et ou en conflit avec la loi	Dispositif de prise en charge du mineur en danger et/ou en conflit avec la loi renforcée	Renforcer les capacités des éducateurs spécialisés sur le genre	Ration éducateurs formés	50%	65%	8 000 000
			Organiser les sessions de formations techniques	Nombre de mineurs ayant bénéficié de formations techniques (h/f)	954	1050	12 000 000
Pilotage, coordination et gestion administratif	Pilotage stratégique et opérationnel	Le genre est institutionnalisé au MU	Procéder à l'audit genre du ministère de la justice	Disponibilité du document d'audit genre du ministère	Rapport d'étude	Rapport de l'audit genre	27 966 000
TOTAL							91 966 000

⇒ **Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Valeurs de référence	Cibles 2024	Budget
Économie productive, compétitive et créatrice d'emplois	Formulation et suivi de la politique sensible au genre	Le dispositif de pilotage et de coordination des actions est sensible au genre	Elaboration d'un guide méthodologique d'intégration du genre dans les activités du MEPC	Disponibilité du guide méthodologique	50%	50%	15 000 000
	Renforcement du leadership genre		Elaboration d'un indice composite genre	Disponibilité d'un indice genre	50%	50%	15 000 000
	Renforcement des capacités sur les statistiques désagrégées		Elaboration d'une étude sur la relation « Genre et croissance économique »	Disponibilité du rapport de l'étude	20%	80%	15 000 000
	Amélioration du management du programme sensible au genre		Identification des indicateurs de suivi genre pour le MEPC dans le cadre de l'élaboration du rapport de la RAC	Construction des indicateurs de suivi genre pour le MEPC dans le cadre de la RAC		100%	15 000 000
Coopération, Développement des PPP et Appui au Secteur privé	Renforcement de la coopération internationale sensible au genre	Le dispositif de pilotage et de coordination des actions est sensible au genre	Elaboration du rapport sur la budgétisation sensible au genre	Organisation d'ateliers	0	100%	15 000 000
	Développement des PPP, du secteur privé et des financements innovants en lien avec le genre		Elaboration d'un module de simulation genre	Disponibilité du modèle genre	0	100%	50 000 000
	Amélioration du management du programme sensible au genre		Elaboration d'une étude « Genre et secteur privé »	Disponibilité de l'étude	0	100%	10 000 000
Pilotage, Gestion et	Participation au renforcement du dispositif de		Edition et vulgarisation de l'Audit institutionnel	Disponibilité des rapports édités	0	100%	5 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Valeurs de référence	Cibles 2024	Budget
Coordination administrative	pilotage et de coordination des actions du ministère avec l'optimisation des ressources et la communication sensibles au genre	La gestion des ressources est sensible au genre	genre, du PIG et du Plan d'actions genre 2023-2025				
			Renforcement des capacités des points focaux du MEPC sur le concept genre	Organisation d'ateliers	50%	100%	1 000 000
			Acquisition des équipements pour la cellule genre et équité du département	Disponibilité des équipements	50%	100%	20 000 000
			Recrutement du personnel en tenant compte du genre	Disponibilité du personnel cadres et d'appui	50%	100%	90 000 000
Total							251 000 000

⇒ **Ministère des Finances et du Budget**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Valeurs de référence	Cibles 2024	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Pilotage administrative	100% des départements du Ministère ont connaissance de leur niveau de prise en compte du Genre, conformément au Cadre de mesure des performances en matière d'équité et d'égalité de genre de la SNEEG	Organiser une étude diagnostique sur la prise en compte du Genre dans les programmes du Ministère	Niveau de prise en compte du Genre dans les programmes du Ministère s	ND	100% des Directions générales	7 500 000
		100% des points focaux du Comité national Genre du MFB renforcés sur les questions de Genre	Organiser un atelier de renforcement de capacités des membres du Comité national des points focaux	Taux de renforcement de capacités des points focaux genre	0	100% des Points focaux	2 500 000
Total							10 000 000

⇒ **Ministère des Collectivités territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires**

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités Genre	Indicateurs	Réf,	Cibles 2024	Budget
Pilotage, coordination et gestion administrative	Gestion administrative, technique et financière	Le genre est institutionnalisé	Poursuivre la mise en œuvre du plan d'institutionnalisation du genre	Taux d'exécution du PIG	85%	90%	10 000 000
	Renforcement des capacités des structures du MCTDAT		Evaluer et mettre à jour le plan d'institutionnalisation du genre	Rapport d'évaluation du PIG	0	1	10 000 000
		Les capacités des acteurs territoriaux sur le genre sont renforcées	Former les agents du ministère et les acteurs territoriaux sur l'intégration du genre dans les politiques publiques	Nombre d'agents formés	0	40	8 000 000
				Nombre d'acteurs et actrices formés	0	80	15 000 000
	Soutien à la coordination du genre avec les questions de gouvernance, de	Les enjeux de l'articulation du genre avec les questions de gouvernance, de	Organiser des sessions de formation en planification / budgétisation sensible au genre/ handicap	Nombre de session de vulgarisation et test des guides d'intégration du genre dans les programmes	6	2	10 000 000

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités Genre	Indicateurs	Réf,	Cibles 2024	Budget
		décentralisation et les connaissances des règles qui régissent le fonctionnement des Collectivités Territoriales sont améliorés	Organiser des sessions de formation en leadership (élus et acteurs territoriaux)	Nombre de sessions de formation sur le leadership	3	2	7 000 000
		La compréhension par les femmes et les hommes de leurs responsabilités dans la gestion des affaires locales et leurs participations actives aux prochaines élections locales sont renforcées	Elaboration d'un livret sur les enjeux de la gouvernance, de la décentralisation et des règles qui régissent le fonctionnement des collectivités territoriales	Livret les enjeux de la gouvernance, de la décentralisation et des règles qui régissent le fonctionnement des collectivités territoriales	0	1	6 000 000
			Vulgarisation du livret d'informations sur la gouvernance et les règles qui régissent le fonctionnement des collectivités territoriales	Nombre de sessions de vulgarisation organisées	0	5	15 000 000
Gouvernance territoriale	Appui à la gestion des services publics locaux	Les femmes jouent mieux leur rôle en tant que promotrice de la gouvernance territoriale et actrice de Développement	Sensibiliser les femmes sur les enjeux de leur implication dans les politiques locales	Disponibilité d'un outil de sensibilisation sur le rôle des élus et des collectivités territoriales	0	1	5 000 000
			Renforcer les capacités des femmes pour leur permettre de mieux appréhender les enjeux de leur participation politique (session de formation)	Les femmes ont une meilleure compréhension des enjeux genre	0	2	10 000 000
Financement du développement territorial	Appui à la mobilisation des ressources financières des collectivités territoriales	Les femmes participent activement aux initiatives de développement au niveau territorial	Organiser des animations économiques et accompagner la formalisation des femmes dans le contexte de territorialisation des politiques publiques	Nombre de projets de développement économique durable prenant en compte les activités économiques des femmes	0	5	20 000 000
Total Section 65							116 000 000

⇒ **Ministère de la Santé et de l'Action sociale**

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
		Le dispositif de pilotage du système de santé est renforcé dans une perspective genre	Intégrer les points focaux genre dans les cadres de concertation régionaux existants	Nombre de points focaux intégrés	0	14 régionaux	
			Tenir des réunions de coordination trimestrielle avec les points focaux genre du MSAS	Proportion de rencontres tenues	1	4	5 000 000
			Faire l'évaluation du premier Plan d'Institutionnalisation du Genre au MSAS (PIG 2016-2020)	Disponibilité rapport d'évaluation	0	1	
			Formuler un 2 ^e Plan d'Institutionnalisation du Genre au MSAS	Disponibilité du 2 ^e PIG	0	1	77 910 000

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget	
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Pilotage/ Gestion		Mettre en place un mécanisme de remontée et de partage des données genre et VBG	Mécanisme de remontée et de partage des données genre et VBG disponible et fonctionnel	0	1	7 990 000	
			Intégrer les indicateurs genre des programmes de santé dans le SNISS et le Dhis2	Nombre d'indicateurs intégrés dans le Dhis2	ND	4	15 000 000	
			Faire une analyse situationnelle de la prise en charge des cas de VBG	Disponibilité du rapport d'analyse	0	1	41 550 000	
			Evaluer la mise en œuvre du plan VBG/EAS/HS	Disponibilité du rapport d'évaluation	0	1	15 000 000	
	Les capacités du MSAS sont renforcées en genre			Imprimer les outils conçus	Nombre d'outils disponibles	ND	3 700	18 500 000
				Organiser 14 ateliers de formation des ECR et ECD sur l'utilisation des outils dans la plateforme e-learning du MSAS (Module sur les connaissances de base sur l'approche genre et Module sur les violences basées sur le genre)	Nombre d'ECR et ECD formés sur l'utilisation des outils dans la plateforme de formation en ligne du MSAS	0	14 ECR et ECD	66 036 403
				Organiser des ateliers d'intégration du genre dans les curricula des écoles de formation de santé	Nombre d'ateliers organisés	0	1	10 000 000
				Organiser un atelier d'intégration des modules élaborés dans le guide des normes et protocoles de la division de la formation	Nombre de module intégré dans le guide des normes et protocoles de la division de la formation	0	3	4 825 425
				Organiser 2 ateliers de formation des enseignantes des établissements de formation en santé sur les modules de formation élaborés par la cellule genre	Nombre d'enseignant(e)s des établissements de formation en santé sur les modules élaborés	0	25	10 650 850
				Organiser un atelier d'intégration de la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans le plan stratégique de la DSME	Disponibilité de la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans le plan stratégique de la DSME	0	1	6 835 150
				Organiser des ateliers de renforcement de capacités des ECR et ECD sur la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM)	Nombre d'ECR et ECD formés sur la GHM	1	5	6 403 430
				Un système performant de communication est instauré			Organiser des sessions de sensibilisation sur les codes de conduite et le mécanisme de gestion des plaintes pour tous les partenaires associés à la mise en œuvre des activités des projet FA Covid-19 et ISMEA	Nombre d'acteurs sensibilisés sur les codes de conduite et le mécanisme de gestion des plaintes
	Sensibiliser les acteurs communautaires de promotion et de prévention (ACPP) sur le mécanisme de gestion de plaintes et les VBG	Nombre d'acteurs communautaires clés sensibilisés sur le mécanisme de gestion de plaintes et les VBG	ND				Pas encore validé	31 810 696

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
			Mettre en place des guichets uniques de prise en charge des victimes de VBG dans les structures sanitaires	Nombre de guichets mis en place	ND	79	50 000 000
TOTAL SECTION 54							329 601 954

⇒ **Ministère de l'Education nationale**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles 2024	Budget
Enseignement élémentaire	Pilotage et coordination du programme élémentaire	Points focaux outillés pour prendre en charge les violences basées sur le genre	Renforcement de capacité des points focaux des IEF sur les violences basées sur le genre et sur l'éducation inclusive	Nombre de points focaux des IEF formés sur la VBG	0	75	43 000 000
			Renforcement des cellules genre au niveau des écoles	Nombre de cellules genre fonctionnelles			1 600 000
		Les acquis liés au maintien des filles sont consolidés	Mobilisation des réseaux de femmes enseignantes pour le maintien des filles à l'école	Le taux de promotion des filles			1 600 000
			Appui technique au fonctionnement des cellules genre au niveau des IEF	Nombre de cas de viols, mariages et grossesses précoces identifiés	15	59	1 600 000
Enseignement Moyen général	Enseignement et apprentissage au Moyen général	Meilleure prise en charge par les élèves de leur hygiène menstruelle,	Fourniture de kits scolaires pour les filles des collèges	Les résultats scolaires des filles ciblées sont améliorés		6 000	105 000 000
	Enseignement et Apprentissage au Secondaire général		Sensibilisation des élèves sur les méthodes de prise en charge de leur hygiène menstruelle	% d'élèves filles disposant de kits d'hygiène et maîtrisant leur hygiène menstruelle et leur maturation sexuelle		100	175 000 000
				Les résultats scolaires des filles ciblées sont améliorés		4 000	70 000 000
Enseignement secondaire général	Formation continuée des professeurs et encadreurs	Matières scientifiques promues au collège	Fourniture de kits scolaires pour les filles des lycées	Nombre de filles candidates au concours Miss Math	150	200	20 000 000
			Organisation du concours Miss-Math (IEF, IA, Niveau central) ;				
		Les enseignants, les formateurs, les chefs d'établissements et personnel d'encadrement de l'enseignement secondaire général assurent mieux leurs rôles et responsabilités pour la réussite des élèves	Formation des enseignants sur les stratégies de protection contre les violences faites aux filles	Nombre d'enseignants formés sur les stratégies de protection contre les violences basées en milieu scolaire	480	480 lycées	50 000 000
	Enseignement et apprentissage au Secondaire général	Augmentation des effectifs des filles dans les séries scientifiques	Organisation du concours Miss-Sciences (IA, Niveau central)	Pourcentage de filles dans les effectifs des séries scientifiques	29,7%	0	8 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles 2024	Budget
	Enseignement et apprentissage au Secondaire général	Le nombre d'absences liées à la période des menstrues diminue sensiblement	Dotation en Kits d'hygiène lavables aux filles des lycées et collèges : formation et accompagnement des référents pour les élèves en gestion de l'hygiène menstruelle.	Le taux de présence des filles a augmenté	-	1	184 000 000
		Égalité des chances notamment entre filles et garçons dans le secondaire général réalisée	Mise en place d'un dispositif national de lutte contre les violences basées sur le genre, les abandons précoces surtout chez les filles	Nombre de cas de violences			2 400 000
Pilotage, Coordination administrative et gestion administrative	Pilotage ministériel	Approche genre intégrée dans la politique	Élaboration du plan d'institutionnalisation du genre (PIG)	Existence du PIG	-	1	35 000 000
		Approche genre adoptée par les responsables du MEN	Élaboration d'un module national genre et éducation	Module validé	1	1	49 000 000
		Augmentation du taux d'achèvement des filles et des garçons	Célébration de la journée nationale de l'éducation des filles et des garçons	Rapport d'activité	1	1	12 000 000
		Approche genre adoptée par les responsables du MEN	Formation des responsables de bureau genre et du niveau central et des R activités en budgétisation sensible au genre	Intégration du genre dans la planification des programmes	2	2	2 400 000
	Gestion des ressources humaines et de la formation	Mise en œuvre du plan de promotion des femmes	Élaboration du plan de promotion des femmes	%de femmes directrices d'écoles/cheffes d'établissements			80 000 000
		Enseignantes à des postes de responsabilité outillées pour une bonne gestion des établissements	Formation des enseignantes promues à des postes de responsabilité au Genre, Leadership et en gestion administrative, financière et matérielle des établissements	Nombre de documents de gestion sensibles au genre			
		Réseaux d'enseignantes au niveau déconcentré et dispositif de suivi mis en place évalués	Mission d'évaluation des réseaux d'enseignantes au niveau déconcentré et du dispositif de suivi	Rapport de mission	-	75	8 000 000
Total section 50							848 600 000

⇒ **Ministère de l'Enseignement supérieur de la Recherche et de l'innovation**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles 2024	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Pilotage, de la gestion et de la Coordination Genre du département	L'institutionnalisation de du genre est effective	Recruter un consultant -e pour l'institutionnalisation du genre au sein du MESRI	Contrat de recrutement d'un consultant est signé	0	01 contrat signé	40 000 000
				Évaluation du degré d'intégration de l'approche basée sur le genre dans les politiques et les pratiques du MESRI. Suivi de l'allocation budgétaire spécifique pour les initiatives liées au genre au sein du MESRI.	0	Existence d'un rapport d'audit genre et d'un PIG	

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles 2024	Budget
		Les indicateurs sexospécifiques sont pris en compte dans les documents de planification et budgétaires	Organiser des séances de travail avec les Responsables des programmes	Existence de documents de politique, de planification et de budget qui intègrent des indicateurs sexospécifiques. Évaluation de la représentation de genre dans les processus de planification et de budgétisation.	0	02 indicateurs genre par programme	1 500 000
		Les activités genre sont suivies	Mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation régulier pour mesurer l'impact des initiatives de genre dans le MESRI.	Existence d'une Banque d'indicateurs// différenciés selon le genre	0	01 rapport bilan des activités partagé et validé	20 000 000
		La collaboration est renforcée avec les structures externes	Organiser les Cycles de Formations et de Conférences de la Cellule Genre et Equité du MESRI édition 2024 (des : sessions de formation/ conférences/ colloques...)	Nombre de collaborateurs ayant suivi des formations en droits humains et genre. Nombre de projets ou de politiques intégrant la perspective de genre suite à une formation.	10	8	40 000 000
		La promotion de la recherche axée sur le genre et l'inclusion est en vigueur.	Encourager la recherche genre et inclusion dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.	Nombre de projets de recherche axés sur le genre financés par le MESRI.	1 sur 11 projets financés par le FIRST	2	10 000 000
			Favoriser la publication d'études sur le genre et la participation à des conférences et des événements internationaux sur le sujet.	Proportion de femmes chercheuses impliquées dans des projets de recherche financés par le MESRI.	107	200	12 000 000
		Le MESRI affiche une représentation équilibrée des genres en matière de leadership, avec une participation active et significative des femmes occupant des postes clés au sein de l'organisation	Favoriser le développement du leadership féminin dans l'enseignement supérieur et la recherche en encourageant les femmes à occuper des postes de responsabilité et de décision.	Pourcentage de femmes occupant des postes clés au sein du MESRI Évaluation de la participation des femmes dans les prises de décision stratégiques au MESRI.	15	Existence d'un rapport de plaidoyer auprès des autorités	100 000
		Une diffusion d'informations et une sensibilisation du public, notamment envers les parties prenantes, les partenaires et la société civile.	Développer des campagnes de sensibilisation publiques sur les questions de genre pour promouvoir la compréhension et le soutien de l'équité de genre dans l'enseignement supérieur et la recherche.	Nombre de campagnes de sensibilisation sur les questions de genre menées chaque année. Participation des groupes de la société civile aux discussions sur les politiques et les programmes liés au genre.	0		10 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles 2024	Budget
			Tenir des séances de travail périodiques avec les directions et services du ministère pour échanger sur la situation du genre et identifier leurs besoins par rapport à l'intégration du genre	Nombre de séances de travail tournantes tenues avec les Directions et services	0	3	300 000
		Au sein de la communauté universitaire, un environnement propice à l'inclusion est instauré, favorisant la participation de tous les membres et garantissant un espace accueillant et respectueux de la diversité.	Impliquer activement les étudiants et les jeunes chercheurs dans la promotion de l'équité de genre.	Proportion de jeunes chercheurs et étudiants enrôlé-e-s en tant qu'agents de changement dans la promotion de l'équité de genre	0		25 000 000
Total section 75							158 900 000

⇒ **Ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Référence	Cibles 2024	Budget
Développement des offres de formation professionnelle et technique	Amélioration gestion ETBs de la FPT et pilotage du programme	Etablissements de la FPTA réhabilités en tenant compte du genre	Participation aux missions de suivi des constructions et aux activités de détermination des Plans de Construction et spécification des équipements	Pourcentage d'établissements de FPTA réhabilités en tenant compte des sexes-spécificités	NI	100%	2 500 000
	Développement de l'accès équitable à la FPT	Effectif des filles et femmes dans les filières scientifiques, industrielles et techniques accru	Octroi de bourses d'excellence aux meilleures filles inscrites dans les filières techniques et industrielles	Pourcentage de filles et de femmes dans les effectifs des filières industrielles et techniques	10	20%	23 000 000
			Organisation de campagnes de communication favorisant l'accès et le maintien des filles dans les filières techniques et industrielles		20%	45%	20 000 000
	Promotion de la qualité des enseignements/aprentissages	Erection de trois CFP en centre d'excellence	Organisation d'ateliers de visions pour ériger les trois CFP les plus dynamiques en Centre d'excellence	Nombre de centres érigés en Centre d'excellence	1%	5%	24 000 000
Développement de l'apprentissage	Déploiement de l'apprentissage	Intégration effective du genre dans l'apprentissage	Réaliser une étude approfondie du genre dans l'apprentissage	Existence d'un plan d'intégration du genre dans l'apprentissage	ND	70%	22 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Gouvernance de l'EFPA	Institutionnalisation effective du genre à tous les niveaux du système de l'FPPI	Mise en œuvre du PIG du MFPAI	Pourcentage de mise en œuvre du PIG	15%	30%	50 000 000
	Promotion de la FPT	Prise en compte de la dimension genre à tous les niveaux du système de l'FPPI	Organisation de la Journée nationale genre et FPPI	Nombre de Journées organisées	7	8	15 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Référence	Cibles 2024	Budget
Total section 59							156 500 000

⇒ **Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants**

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Références 2019	Cibles 2024	Budget 2024
Famille Genre	Promotion de l'Équité et de l'Égalité de genre	Les politiques publiques sont sensibles au genre	Appui à l'institutionnalisation du genre dans les MT	Proportion de ministères disposant de mécanismes de prise en compte du genre	78, 12%	1	28 396 400
			Elaborer la revue thématique genre	Nombre d'audits genre réalisés	1	1	2 400 000
			Intégration du genre dans les administrations publiques	Nombre de plans d'institutionnalisation du genre (PIG) réalisés	0	1	2 000 000
			Elaborer un plan d'institutionnalisation du MFFPE	Existence d'un plan d'institutionnalisation du genre (PIG)	0	2	1 600 000
			Projet Genre/PROG POP/ FNUAP	Nombre d'agents cadres formés dans la prise en compte du genre	193	80	50 000 000
			Renforcer des capacités points focaux genre du MFFPE	Nombre de points focaux renforcés en techniques d'intégration du genre dans les politiques publiques	279	400	8 000 000
			Promotion des Droits de la Femme (CSW, JIF, JFA, JFR)	Rapports disponibles	3	4	365 000 000
			Projet de construction Centre de prise en charge holistique des victimes de VBG <ONE STOP CENTER	Nombre de centre construit		1	200 000 000
	Les cas de VBG sont réduits	Promouvoir la lutte contre les VBG et les Droits Humains	Nombre de victimes/ survivants de VBG pris en charge	1 229	2 000	13 850 000	
		Lutte contre l'excision	Nombre de mécanismes de suivi post déclaration d'abandon de la pratique de l'excision mis en place et fonctionnels	0	5	45 000 000	
	Promotion et protection sociale des familles et des groupes vulnérables	L'accès des familles et groupes vulnérables aux services sociaux de base et aux opportunités d'emplois et de revenu est renforcé	Distribuer des matériels d'allègement aux organisations de femmes	Nombre d'unités d'allègement des travaux distribué	4 194	5 300	400 000 000
			Assistance aux groupes vulnérables	Nombre de ménages ayant accès aux ressources productives	2 173	5 000	479 498 400
			Célébration de la journée internationale de la famille	Rapport disponible	1	1	1 000 000
			Elaboration du document de politique familiale	Document élaboré	0	1	1 529 728
			Programme d'Alphabétisation et Apprentissage des Métiers pour la Lutte	Nombre d'ECB construites et équipées	22	128	1 490 158 840

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Références 2019	Cibles 2024	Budget 2024
			contre la Pauvreté PALAM				
			Projet Appui Emergence Famille Productive & Insertion Jeunes PAEFP /IJ	Nombre de ménages pauvres bénéficiaires de bourse économique		500	418 844 185
			Projet de renforcement des groupements féminins	Nombre de groupement appuyés	ND	ND	132 487 760
			Projet d'Appui au Développement socio-économique du Sénégal PADESS	Nombre de femmes et de jeunes porteurs d'initiatives accompagnés	XX	1 200	732 954 252
			Projet d'appui à la résilience des ménages vulnérables PAREM		XX	XX	100 000 000
Enfance	Protection de l'Enfant	La protection des garçons contre toutes formes de violation de leur droit est renforcée	Projet de retrait et de réinsertion socio-économique des enfants en situation de rues	Rapport disponible	XX	1	325 000 000
		Les droits est renforcée	Prise en charge sociale des enfants en situation de rue	Nombre d'enfants pris en charge	13 092	10 000	296 189 089
	Développement Intégré de la Petite Enfance	Le développement harmonieux des enfants de 0 à 5 ans est renforcé	Projet de construction et d'équipement des Cases des Tout-Petits	Nombre de cases des tous petits construits et équipés	20	157	1 000 000 000
			Programme Investir dans les Premières Années du Développement Humain du Sénégal (PIPADHS)	Nombre d'enfants âgés de 0 à 5 ans bénéficiant de services de développement intégré de la petite enfance	194 958	707 994	2 120 907 151
Autonomie économique des femmes	Capacitation des femmes et des jeunes filles	Les capacités productives des femmes et des jeunes filles sont renforcées	Encadrement et formation des femmes et des jeunes filles	Nombre de Femmes et jeunes filles formées	3 796	2 500	85 127 049
			Projet d'Appui aux Femmes transformatrices des Céréales locales	Nombre de groupement de femmes appuyées	85	55	140 000 000
			Programme de développement d'unités industrielles pour les femmes	Nombre unités distribués aux femmes			30 000 000
			Projet de fermes intégrées pour les femmes	Nombre de fermes intégrées mise en place et fonctionnelles	ND	3	200 000 000
			Projet de Construction et Equipement des CEDAF	Taux de couverture des CEDAF	27,79%	0	562 300 000
			Promotion de l'entrepreneuriat féminin	Nombre d'unités de stockage et de transformation des produits locaux implantées	7	56	23 474 875
	Financement des activités économiques des femmes et des jeunes Filles	Le financement des activités économiques des femmes et des jeunes filles est facilité	Financer les activités des femmes et des jeunes filles par le FNEF et FNCF	Nombre de femmes bénéficiaires de financement	5 978	9 250	1 400 000 000

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Références 2019	Cibles 2024	Budget 2024
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Amélioration de la Gestion des ressources	La gestion des ressources humaines, financières, et matérielles est améliorée	Gestion du personnel	Proportion d'agents femmes formées	22%	0	7 000 000
Total section 58							10 676 117 729

⇒ **Ministère de la Microfinance de l'Economie sociale et solidaire**

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références 2021		Cibles		Budget
					H	F	H	F	
Promotion Microfinance	Refinancement des institutions financières locales	Le portefeuille des institutions financières locales est renforcé	Refinancer les bénéficiaires des institutions financières locales	Nombre de personnes bénéficiant de financement issu du refinancement	5 112	7669	1 000	1 650	4 392 204 650
TOTAL SECTION 64									4 392 204 650

⇒ **Ministère de l'Eau et de l'Assainissement**

Programme budgétaire	Actions du Programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cible	Budget
Programme support	Coordination et gestion administrative	Les points focaux genre sont formés en leadership et autonomisation	Organiser des sessions de formation	Nombre de bénéficiaires	40	20	24 000 000
PAEP	Promotion de l'AEP rural	Les capacités des femmes sont renforcées en activités maraichères	Renforcer la capacité des femmes à développer des activités maraichères	Nombre de femmes formée	0	50	10 500 000
		Le leadership des femmes de l'OFOR est renforcé.	Formation des femmes de l'OFOR sur le leadership.	Nombre d'agents formés	0	30	8 000 000
	Optimisation du service public de l'eau potable	39 000 branchements sociaux et 582.5 km d'extensions de réseau réalisés	Fourniture et pose de 39.000 branchements sociaux	Nombre de ménages desservis en eau à domicile par branchement social	0	20 000	340 000 000
		15 triporteurs isothermes acquis	Acquisition de triporteurs équipés d'un caisson frigorifique pour les femmes mareyeuses de Ouakam pour améliorer leurs conditions de travail	Nombre de femmes bénéficiaires de triporteurs isothermes	0	15	27 043 275
		01 chambre froide acquise	Acquisition d'une chambre froide pour le Comité Local des Pêcheurs de Ouakam	Nombre de chambre froide mis en place pour la conservation des ressources halieutiques vendues aux femmes	0	1	28 846 156
		01 récif artificiel construit	Mise en place d'un récif artificiel pour favoriser la reproduction et la gestion durable des ressources halieutiques	Nombre de récif artificiel mis en place pour favoriser la reproduction des poissons	0	1	138 846 156
		Le centre de santé municipal de Ouakam est reconstruit et équipé	Réhabilitation et équipement du centre de santé de Ouakam	Nombre de blocs reconstruits et équipés dans le centre de santé municipal de Ouakam	0	1	257 759 615
PGIRE	Coordination PGIRE	Le genre est pris en compte dans l'institutionnalisation des cadres de concertation	Institutionnaliser le genre dans les décrets d'application de mise en place des cadres de concertation	Version révisée du Code de l'eau	...	100%	25 000 000

Programme budgétaire	Actions du Programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cible	Budget
	Développement de la GIRE	Une forte proportion de femmes sont présentes dans les instances de gouvernances de l'eau à tous les niveaux (Conseil supérieur de l'eau, Comité technique de l'eau, Comité de Planification de l'Eau, Comité de Gestion du Bassin et Comité communal de l'Eau).	Intégrer les femmes dans les cadres de concertation	Nombre de femmes dans les cadres de concertation	...	25%	50 000 000
		Les femmes jouent un rôle actif dans les instances de gouvernance	Placer les femmes dans les instances de décision	Pourcentage de femmes dans les instances de gouvernance de l'eau		25%	25 000 000
		Les femmes et les hommes des instances de gouvernance sont formés sur la GIRE	Former les hommes et les femmes des instances de gouvernance sur la GIRE	Nombre d'hommes et de femmes des instances de gouvernance formés sur la GIRE		40%	50 000 000
PAGEP	Assainissement Des Centres Urbains, Péri-Urbains et Ruraux	10 703 latrines familiales sont réalisées en milieu rural	Réaliser des latrines familiales dans le cadre du PEAMIR	Nombre de latrines réalisées	ND	10 703	3 332 000 000
		6 000 latrines familiales munis de bacs à laver sont réalisés en milieu urbain	Réaliser des latrines familiales munis de bacs à laver	Nombre de latrines réalisées	ND	30 000	981 000 000
		130 édicules publics sont réalisés en milieu urbain	Réaliser 130 édicules publics au niveau des écoles et centres de santé	Nombre d'édicules publics réalisés		130	1 365 000 000
		500 cabines de blocs d'édicules publics sont réhabilitées	Réhabiliter 500 blocs	Nombre de blocs réhabilités	ND	500	
		3824 branchements sociaux sont réalisés en milieu urbain	Réaliser 3824 branchements sociaux	Nombre de branchements sociaux réalisés	ND	3824	563 089 210
		La prise en compte du genre dans la réalisation et l'utilisation des ouvrages d'assainissement est renforcé	Construire 110 édicules sensibles à la GHM et sensibiliser à travers des laboratoires GHM	Nombre d'édicules sensibles à la GHM réalisés	53	110	440 000 000
		L'accès des femmes aux ouvrages d'assainissement et la couverture sont améliorés en milieu rural	Des latrines familiales sont réalisées	Nombre de femme bénéficiaires des nouveaux ouvrages réalisés	2165	10 000	700 000 000
			Des latrines familiales sont réalisées	Nombre de femme bénéficiaires des nouveaux ouvrages réalisés	0	12475	623 750 000
			Des édicules publics sensibles à la GHM et des labo GHM sont réalisés	Nombre d'édicules sensibles à la GHM réalisés	30	40	228 602 722
		Les capacités des relais hommes, femmes filles et garçons sont renforcées en hygiène et	Former les relais sur le genre, le marketing social de l'assainissement	Nombre de relais féminins formés	900	900	156 960 000
			Faire des activités de sensibilisation et de supervision à travers				

Programme budgétaire	Actions du Programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cible	Budget	
		assainissement dans 480 villages de 6 régions du pays	l'approche ATPC intégrant la dimension GHM					
		Les femmes sont sensibilisées sur le risque d'inondation afin de renforcer leur résilience	Tenir des focus groupes,	Nombre de femmes sensibilisé sur le risque d'inondation	50	200	14 000 000	
Total section 68							9 389 397	134

⇒ **Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genres attendus	Activités genres	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
EDUCATION A LA CITOYENNETE ET PROMOTION DU VOLONTARIAT	EDUCATION A LA CITOYENNETE ENGAGEMENT VOLONTAIRE	Les jeunes filles et garçons adoptent des comportements citoyens et ont leur engagement volontaire valorisé au sein de la communauté	Former les jeunes dans les classes d'éducation à la citoyenneté	Nombre de jeunes filles et garçons formés sur la citoyenneté, la Culture de la paix et la non-violence dans les classes.	3 000	5 000	3 000 000
	DEVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE	Les activités associatives des jeunes sont mieux encadrées et connues	Formés les associations de jeunes en gouvernance associative intégrant les questions de genre	Nombre d'associations de jeunes qui intègre les questions de genre dans la gouvernance associative	350	350	4 944 000
PROTECTION SOCIALE DES JEUNES ET GESTION DE LEURS GROUPEMENTS	DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES SOCIO-EDUCATIVES	Les personnels des activités socioéducatives disposent de compétences clés en genre et inclusion	Former les personnels de collectivités socio-éducatives en genre et inclusion	Nombre de formation de collectivités éducatives inclusives organisées	20	45	10 000 000
		Les enfants bénéficiaires des collectivités éducatives inclusives dans les différents départements disposent des compétences de vie courante et ont les habiletés pour une transition réussie vers l'âge adulte	Former les enfants sur les compétences de vies courantes	Nombres d'enfants des collectivités éducatives disposant de compétences de vie courantes	2 000	2 500	
	PROTECTION DES JEUNES CONTRE LES FLEAUX SOCIO-SANITAIRES	Les jeunes disposent de connaissances pour mieux éviter des fléaux socio-sanitaires	Mener une campagne de sensibilisation sur la prévention des fléaux socio-sanitaires	Nombre de jeunes bénéficiaires des services des CCA	531 243	600 000	30 000 000
	Poursuivre l'installation et la formation des clubs de jeunes filles leaders	Nombre de clubs de jeunes filles installés à l'échelle du territoire nationale	67	184			
	Vulgariser la stratégie nationale du passage à l'échelle du new deal	Pourcentage de familles qui adoptent le principe du new deal	ND	50%			

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genres attendus	Activités genres	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
PILOTAGE, COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	L'INSTITUTIONNALISATION DE L'APPROCHE GENRE DANS LES DIFFERENTS PROGRAMMES	Les compétences des points focaux, des responsables de projets, programmes, services et directions sont renforcées	Ateliers de renforcement de capacités des acteurs sur le genre	Nombre d'activités de renforcement de capacités organisées sur le genre	3	2	4 000 000
		Le genre est pris en compte dans les interventions du département	Elaborer le plan d'institutionnalisation du genre du département	Plan d'institutionnalisation disponible	0	1	4 000 000
Total section 55							55 944 000

⇒ **Ministère du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions**

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
GOUVERNANCE DU MARCHÉ DU TRAVAIL	Redynamisation du dialogue social et la négociation collective	Une appropriation de la stratégie genre par les partenaires sociaux et les administrations sous tutelle, est notée	Vulgariser la stratégie genre avec et pour les partenaires sociaux et les administrations sous tutelle	Nombre de centrales syndicales et d'administration sous tutelle sensibilité	40 personnes	Au moins 100 personnes (4 centrales syndicales et administrations sous tutelle)	4 000 000
		Le renforcement de la prise en compte du genre dans la réforme du Code du Travail et du Code unique de Sécurité sociale est effectif	Prise en compte des questions de genre dans la rédaction du nouveau Code du travail et du Code unique de sécurité sociale	Niveau de prise en compte du genre dans la rédaction du Code du Travail et du Code unique de sécurité sociale	0	Les 2 documents	0
PROTECTION SOCIALE DES TRAVAILLEURS	Renforcement et extension de la protection sociale	Des entreprises sont sensibilisées sur la mise en œuvre de la Convention 183	Sensibiliser les entreprises pour la mise en place des crèches en milieu de travail	Nombre d'entreprises sensibilisées	0	5 entreprises	5 000 000
PILOTAGE, COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	Pilotage stratégique	Un guide de formation de formateurs sur le genre en milieu de travail est élaboré et édité	Elaborer et éditer un guide de formation de formateurs sur le genre en milieu de travail	Disponibilité du guide de formation de formateurs	0	01 document	12 000 000
		Un dispositif de pilotage et de mise en œuvre de la stratégie genre est mis en place	Mettre en place un dispositif de pilotage et de mise en œuvre de la stratégie genre	Disponibilité du texte	1	01 document	0
		La stratégie genre est vulgarisée au niveau du ministère	Organiser 2 ateliers de partage de la stratégie genre au sein du ministère	Rapport des ateliers	0	2	12 000 000
Total section 37							33 000 000

⇒ **Ministère De l'Urbanisme, du Logement et de L'hygiène publique**

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
GOVERNANCE DU MARCHÉ DU TRAVAIL	Redynamisation du dialogue social et la négociation collective	Une appropriation de la stratégie genre par les partenaires sociaux et les administrations sous tutelle, est notée	Vulgariser la stratégie genre avec et pour les partenaires sociaux et les administrations sous tutelle	Nombre de centrales syndicales et d'administration sous tutelle sensibilisé	40 personnes	4 centrales syndicales et administrations sous tutelle	4 000 000
		Le renforcement de la prise en compte du genre dans la réforme du Code du Travail et du Code unique de Sécurité sociale est effectif	Prise en compte des questions de genre dans la rédaction du nouveau Code du travail et du Code unique de sécurité sociale	Niveau de prise en compte du genre dans la rédaction du Code du Travail et du Code unique de sécurité sociale	0	Les 2 documents	-
PROTECTION SOCIALE DES TRAVAILLEURS	Renforcement et extension de la protection sociale	Des entreprises sont sensibilisées sur la mise en œuvre de la Convention 183	Sensibiliser les entreprises pour la mise en place des crèches en milieu de travail	Nombre d'entreprises sensibilisées	0	5 entreprises	5 000 000
PILOTAGE, COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	Pilotage stratégique	Un guide de formation de formateurs sur le genre en milieu de travail est élaboré et édité	Elaborer et éditer un guide de formation de formateurs sur le genre en milieu de travail	Disponibilité du guide de formation de formateurs	0	01 document	12 000 000
		Un dispositif de pilotage et de mise en œuvre de la stratégie genre est mis en place	Mettre en place un dispositif de pilotage et de mise en œuvre de la stratégie genre	Disponibilité du texte	1	01 document	-
		La stratégie genre est vulgarisée au niveau du ministère	Organiser 2 ateliers de partage de la stratégie genre au sein du ministère	Rapport des ateliers	0	2	12 000 000
Total section 46							33 000 000

⇒ **Ministère de la Culture et du Patrimoine historique**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats Genre Attendus	Activités genre	Indicateurs	Valeurs de référence	Cibles	Budget
Valorisation des industries culturelles et créatives	Rayonnement des ICCC	Encadrement et promotion du leadership féminin	Session de renforcement de capacités	Nbre d'acteurs formés homme/femme		25 30	2 500 000
Valorisation du patrimoine Culturel	Valorisation du patrimoine culturel	Encadrement et promotion du leadership féminin	Session de renforcement de capacités	Nbre de femmes formées dans les métiers du patrimoine	20	35	2 200 000
Pilotage, Coordination et administration	Pilotage	Encadrement et promotion du leadership féminin	Session de renforcement de capacités	Nbre de femmes bénéficiaires d'un renforcement de capacité au sein du département	15	20	3 000 000
Total section 53							7 700 000

⇒ Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Réf.	Valeur 2022	Cible 2024	Budget
Sécurisation de la base productive et développement des infrastructures rurales	Renforcement des aménagements des terres agricoles et gestion équitable du foncier	L'aménagement des terres agricoles et la gestion équitable du foncier sont renforcés	Réaliser et réhabiliter les aménagements hydro agricoles à l'endroit des producteurs	Part des superficies aménagées allouées aux femmes	18%	27,90 %	20%	51 000 000 000
	Amélioration la Gestion Durable des Terres et la fertilité des sols	La Gestion Durable des Terres et la fertilité des sols sont améliorées	Renforcer la fertilité des sols et gérer durablement les terres	Superficies de terre agricoles sous GDT réalisées par les femmes	1 306			
Augmentation de la production et valorisation des produits agricoles	Intensification de la production agricole	Le matériel agricole est mis à disposition	Mettre en place le matériel agricole	Part des femmes dans les unités de matériels attelés distribués		5%		
				Part des femmes dans les unités de matériels motorisés distribués	5%	6,45%	10%	
Pilotage et coordination administrative du MAER	Renforcement du pilotage stratégique	Le pilotage stratégique des est amélioré	Renforcer les cadres de concertation et de partenariat	Nombre de protocoles signés avec les projets et programmes	1	2	3	
			Suivre les activités relatives au genre	PTBA, rapports d'activités intégrant le genre produits	2	2	2	5 000 000
				Nombre de missions/voyages d'étude effectués	0	1	05	5 000 000
	Amélioration de la coordination et de la gestion administrative et financière	La coordination des activités du MAERSA est efficace	Renforcer les capacités dans la planification, la budgétisation et le suivi évaluation	Nombre d'atelier tenus à l'endroit des points focaux	0	3	3	45 000 000
			Faire un plaidoyer à l'endroit des autorités pour une meilleure prise en compte du genre dans l'accès aux facteurs de productions	Nombre de séances tenues	0		5	5 000 000
		La gestion administrative et financière est conforme aux normes	Promouvoir les femmes dans les postes de responsabilités au niveau des structures sous tutelle du MAER	Nombre de séances de sensibilisations tenues à l'endroit des acteurs/actrices	0	1	5	5 000 000
			Elaborer et mettre en œuvre le plan d'institutionnalisation genre	Postes de responsabilités occupés par les femmes	9%	10,58 %	40%	0
				Stratégie genre et plan de renforcement des capacités de planification, de mise en œuvre et de suivi-évaluation sensible au genre disponibles	0	0	1	40 000 000
				Nombre d'ateliers tenues	2	1	12	140 000 000
				Plan d'institutionnalisation genre disponible	0	0	1	
Programme d'autonomisation des	0	0	1	20 000 000				

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Réf.	Valeur 2022	Cible 2024	Budget
				femmes dans l'agriculture disponible				
Total section 4 2								51 265 000 000

⇒ **Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genres attendus	Activités genre	Indicateurs	Références 2021	Cible 2024	Budget 2023
Développement du marché intérieur et de la consommation	Approvisionnement et régulation	La formation des femmes à la qualité des produits renforcées	Organiser une formation sur les normes de la qualité	Nombre d'agents formés	25	ND	30 000 000
	Infrastructures commerciales	Le développement du commerce électronique est enclenché	Contribuer au fonctionnement de projet de développement du commerce électronique	Nombre d'entreprises dirigées par des femmes	30	25	158 446 056
Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce régionale	Incubation, Accompagnement et Densification des PME	L'entrepreneuriat est promu	Accompagner la mise à niveau spécifique aux PME (Fonds d'appui à la mise à niveau)	Nombre de PME dirigé par une femme encadrées	2887	30000	29 657 358
Promotion et développement de l'entrepreneuriat privé et des PME/PMI	Incubation, Accompagnement et Densification des PME	L'entrepreneuriat est promu	Accompagner le développement technique des PME	Nombre de PME bénéficiaires de la mise à niveau globale	8	14	71 983 541
Promotion et valorisation des produits locaux	Promotion des produits "Made in Sénégal"	L'indépendance financière des femmes est mise en avant	Faciliter l'obtention de l'autorisation FRA pour les femmes exportatrices	Nombre d'autorisations FRA octroyées	ND	ND	0
Pilotage, gestion et coordination administrative	Coordination administrative	La stratégie sectorielle pour l'équité et le genre est mise en œuvre	Promouvoir l'amélioration de la représentativité des femmes	Proportion des femmes occupant les postes de responsabilité			10 000 000
TOTAL SECTION 45							300 086 955

⇒ **Ministère de l'Environnement et du Développement durable et de la transition écologique**

Programmes budgétaires	Action	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles	Budget
Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	Protection et aménagement des formations naturelles	La participation des femmes est renforcée	Mise en place de plateformes (digitales) d'informations des femmes sur les procédures de participation à la gestion durable des forêts	Augmentation des superficies des formations forestières sous gestion durable	5% de terres aménagées par rapport à 2020	5 000 000
		Les terres dégradées affectées aux femmes sont sous processus de restauration	Formation et sensibilisation des femmes pour l'adoption de technologies et techniques de gestion durable des Terres (GDT)	Augmentation des Superficies de terres régénérées, dégradées et récupérées	5% par rapport à 2020	15 000 000

Programmes budgétaires	Action	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles	Budget
Conservation de la biodiversité et gestion des aires protégées	Gestion de la Faune et des aires protégées	La participation des femmes est renforcée en matière de gouvernance et de gestion des aires protégées et de la faune	Revue des textes régissant les organisations de gouvernance à la lumière du genre en vue d'améliorer la présence (qualitative et quantitative) des femmes dans les instances de décision	Niveau de mise en œuvre des plans d'aménagement et de gestion des parcs et réserves)	60%	50 000 000
	Amélioration De La Gestion De La Biosécurité	Les connaissances des femmes sur la biosécurité et la biotechnologie moderne est améliorée	Formation et sensibilisation des femmes transformatrices sur la biosécurité et la biotechnologie moderne	Nombre d'acteurs femmes formées et/ou sensibilisées sur la biosécurité et la biotechnologie moderne	30 organisations de femmes transformatrices	
Lutte contre les pollutions, les nuisances et les effets néfastes des Changements Climatiques	Lutte contre les Changements Climatiques	Les bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques spécifiques aux femmes et aux jeunes sont répertoriées	Eude / Capitalisation des bonnes pratiques d'adaptation au CC en faveur des femmes et des jeunes	Disponibilité d'un répertoire des bonnes pratiques des femmes et des jeunes	80% de résilience pour les femmes et les jeune	7 000 000
	Lutte contre les nuisances (Gestion des déchets)	Des visites de partage d'expériences sont organisées	Développement de modèles innovants de valorisation des déchets menstruels	Emergence d'initiatives de gestion et valorisation des déchets menstruels	Des Programmes Pilotes dans 07 Régions	50 000 000
	Protection des milieux récepteurs	Les compétences des femmes et des jeunes sont renforcées sur la gestion des effets néfastes de l'orpaillage	Etude et sensibilisation sur les nuisances et pollutions de l'orpaillage sur les femmes et les jeunes.	Disponibilité du rapport d'étude. Rapport d'exécution des activités de sensibilisation Disponibilité du mécanisme d'appui	80% niveau de réalisation	30 000 000
Pilotage et gestion administrative	Mise en œuvre le Plan d'Action Genre du MEDDTE en vue d'améliorer le niveau de prise en compte du genre	Les compétences et les connaissances locales des femmes sont renforcées en développement durable	Mettre en place un réseau	Existence et fonctionnement du réseau	80% des femmes du secteur	10 000 000
		Coordination, suivi, formation et évaluation sont assurées	Tenue de réunions et réalisation d'activités de coordination, de suivi et évaluation genre par la Cellule Genre	Rapports de suivi et comptes rendus	100% de taux réalisation	20 000 000
	Sensibilisation des Responsables de Programmes et de Projets	Les Responsables du MEDDTE sont sensibles aux questions de genre	Organisation Ateliers de présentation du genre (concepts et outils) la politique nationale Genre et de la SNEGG	Le genre est pris en compte dans la planification, le budget et les rapports de suivi et de performance	100%	2 000 000
	Formation des Chefs de Division Agents de la planification, du budget et du Suivi évaluation	Les programmes et cadres de résultats intègrent des activités et des indicateurs genre activités	Organisation de 04 Ateliers nationaux et régionaux		100%	20 000 000
Total section 56						209 000 000

⇒ **Ministère du Développement industriel et des Petites et Moyennes Industries**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et gestion administrative	Elaboration participative d'une stratégie et un plan d'action genre	Les compétences des agents sont renforcées en genre	Organiser des ateliers de formation sur le genre	Nombre d'ateliers tenus	1	2	15 000 000
	Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation prenant en compte l'aspect genre	L'audit genre du département est initié	Elaborer les TDR l'audit genre	TDR validés	0	1 rapport	20 000 000
	Renforcement des capacités des agents du MDIPMI en genre (volet industriel)	Les activités des structures prenant en compte le genre sont suivies	Elaboration d'un plan d'action genre	Plan d'action genre validé	0	1 rapport	10 000 000
Compétitivité de l'industrie sénégalaise	Projet d'implantation académie de la propriété intellectuelle	Renforcement des capacités des femmes en propriété intellectuelle dans les milieux universitaires, centres de recherche, etc.	Organiser un séminaire de formation et un atelier de sensibilisation par le canal digital	Nombre de femmes ayant reçu une formation.	800	1000	6 000 000
	Protection de la propriété industrielle	Les créations industrielles sont protégées	Organiser une campagne d'enregistrement des titres de propriétés	Nombre d'œuvres protégées par type	13,75 en moyenne pour les femmes	23% en moyenne pour les femmes	10 000 000
	Production et valorisation des produits alimentaires	Les céréales sont valorisées	Organiser des ateliers de formation sur la valorisation des céréales	Nombre de femmes formé	30%	40%	8 996 220
	Promouvoir la gestion durable des produits agricoles	La recherche agroalimentaire est améliorée	Organiser un atelier de réflexion et de visites d'échange	Nombre de femmes formé	20%	35%	2 933 190
Total section 47							72 922 410

⇒ **Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Coordination administrative	Les compétences des agents du ministère sont renforcées en genre	Organiser des ateliers de formation	Nombre d'ateliers tenus	2	3	15 000 000
		L'audit genre du département est initié	Elaborer les TDR de l'audit genre du ministère	TDR validés	0	01 rapport	5 000 000
		Les activités des structures prenant en compte le genre sont suivies	Elaboration des indicateurs sensibles au genre pour le ministère	CMR genre validé	0	01 rapport annuel	6 000 000
		Les indicateurs sexospécifiques sont intégrés dans les documents budgétaires	Organiser des séances de travail avec les Responsables de programmes	Nombre d'indicateurs genre retenus par programme	0	01 indicateur genre par programme	0
TOTAL SECTION 41							26 000 000

⇒ **Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Coordination administrative	Les compétences des agents du ministère sont renforcées en genre	Organiser des ateliers de formation	Nombre d'ateliers tenus	2	3	15 000 000
		L'audit genre du département est initié	Elaborer les TDR de l'audit genre du ministère	TDR validés	0	01 rapport	5 000 000
		Les activités des structures prenant en compte le genre sont suivies	Elaboration des indicateurs sensibles au genre pour le ministère	CMR genre validé	0	01 rapport annuel	6 000 000
		Les indicateurs sexospécifiques sont intégrés dans les documents budgétaires	Organiser des séances de travail avec les Responsables de programmes	Nombre d'indicateurs genre retenus par programme	0	01 indicateur genre par programme	0
TOTAL SECTION 73							26 000 000

⇒ **Ministère des Mines et de la Géologie**

Programmes budgétaires	Action du programme	Réalisation genre attendus	Activités genre	Indicateur	Référence	Cibles	Budget 2024
Mines	Renforcement du système d'information et de gestion minier	Les femmes sont informées des opportunités que leur offre le secteur	Production de statistiques sexo-spécifiques	Taux de fréquentation de la plateforme d'informations par sexe (journalier ou hebdomadaire...)	9%	25%	30 000 000
	Valorisation du potentiel minéral	Les capacités des femmes organisées en GIE sont renforcées	Renforcement des capacités des femmes membres des GIE de femmes	Nombre de GIE de femmes Orpailleurs créés	0	10	30 000 000
				Proportion de femmes membres des GIE, formées	0%	70%	50 000 000
	Modernisation du contrôle et du suivi des opérations minières	Des logiciels de traitement et de gestion des données sont acquis	Acquérir des logiciels de traitement et de gestion de données	Taux de progression des titres miniers octroyés au femmes	0%	7%	15 000 000
Pilotage, coordination et gestion administrative	Pilotage sectoriel	Les capacités des agents du MMG sont renforcées	Renforcer les capacités des agents (femmes et hommes) du Ministère	Pourcentage d'agents capacités par sexe	0%	20%	25 000 000
		Le Genre est institutionnalisé au niveau du ministère	Institutionnaliser le genre dans le secteur	Niveau de prise en compte du genre dans la chaîne PPBSE	0%	50%	10 000 000
		Le processus de l'audit genre est lancé	Lancer processus d'audit genre	Existence d'un rapport d'activités réalisées	0%	50%	
Total section 83							160 000 000

⇒ **Pétrole**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Optimisation du système d'offre en électricité	Renforcement du système d'offre d'électricité	Le programme de stage des jeunes filles dans le secteur de l'énergie est mis en œuvre	Appui à la gestion des offres et des demandes de stage	Nombre de jeunes candidats informés	0	1500	5 000 000
			Lancement du programme et information des jeunes	Nombre de candidates enregistrés	0	500	-
			Financement des allocations de stage	Nombre de jeunes bénéficiaires du programme	0	50	50 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
		Un audit genre programmatique de la SENELEC est réalisé	Sélection d'un Consultant pour la réalisation de l'audit genre programmatique de la SENELEC	Un document d'audit genre de la SENELEC est disponible	0	1	16 500 000
		Une session de formation en GIS est organisée au profit des entités de mise en œuvre du Compact	Formation des membres des Cellules de mise en œuvre du Compact en GIS	35 personnes (membre des Cellules de mise en œuvre du compact) sont formées en Genre et Inclusion Sociale	0	35	17 500 000
		Les moyens de subsistance des ménages vulnérables affectés par le Projet Transport sont renforcés	Financement des activités socio-économiques des ménages vulnérables affectés par la mise en œuvre du Projet transport	337 ménages vulnérables affectés par le Projet transport ont renforcé leurs moyens de subsistance	0	337	219 050 000
Pilotage et coordination	Renforcement du suivi-évaluation, de la planification et du contrôle	Données désagrégées disponibles	Création des outils de collecte de données pour la mise en œuvre de projets et programmes	Existence outils de collecte de production de traitement de données	ND	ND	10 000 000
		Les informations sur les opportunités d'emploi du secteur sont disponibles pour les jeunes filles et garçons	Développement d'une plateforme de suivi et d'information sur les opportunités d'emploi pour les jeunes filles et garçons	Plateforme d'information fonctionnelle	ND	ND	10 000 000
		Les actions des objectifs stratégiques déclinées dans le plan d'action sont en cours de réalisation et leur niveau d'exécution	Revue à mi-parcours du Plan d'action national genre-énergie	Rapport de la revue disponible	0	1	5 000 000
Total section 44							333 050 000

CONCLUSION

L'élaboration du **Document budgétaire Genre** qui accompagne le **Projet de Loi de Finances de l'année** au parlement, est devenue au fil des ans, un des temps forts du calendrier budgétaire. Démarré depuis l'année 2016, le processus de prise en compte du genre dans les politiques publiques a permis au Sénégal, d'acquérir une solide expérience dans le domaine avec l'enrôlement de l'ensemble des départements ministériels en 2020.

Cette démarche holistique basée sur la contribution, en amont, des cellules genre créées au sein des différents ministères, a permis de disposer d'interlocuteurs et de garantir une coordination efficiente ainsi que la sensibilisation aux problématiques d'équité et d'égalité liées au genre.

Par ailleurs, la mise en œuvre du budget-programme a facilité le déploiement en liant les cibles budgétaires avec les objectifs de politiques publiques sensibles au genre. A cet effet, en vue d'institutionnaliser le genre dans la conception des politiques publiques, des maquettes de budgétisation assorties de cadres de performance, ont été conçues pour une prise en charge correcte de cette problématique au niveau des programmes budgétaires des ministères.

Pour rappel, les pouvoirs publics ont aussi introduit des clauses discriminatoires en faveur des femmes dans le code des marchés publics pour encourager l'entrepreneuriat chez les femmes. Ledit code impose qu'un ratio de 2% des marchés publics soit attribué aux entreprises dont l'actionnariat majoritaire est détenu par des femmes. A terme, l'ambition affichée par l'Etat est de porter ce taux à 8%.

Dans la même logique, les principaux projets/programmes du projet de loi de finances 2024 à forte connotation « genre » traduisent la volonté politique affichée par les autorités de réduire le fossé qui existe entre les hommes et les femmes avec des politiques publiques, des programmes et des actions davantage orientés vers l'équité et l'égalité.

Ainsi, le **DBG 2024**, à travers les bilans des réalisations et les maquettes de budgétisation sensibles au genre, permet d'avoir une vue panoramique sur le niveau de prise en compte des engagements sociaux pris par le Gouvernement ainsi que les résultats tangibles qui ont été obtenus.

Parallèlement, il met en relief les corrections nécessaires à apporter en vue de résorber le gap, au regard des enjeux et défis liés à la prise en compte de la dimension **genre** dans le développement du pays.

Aussi, un suivi régulier est-il requis pour les effets relatifs aux dispositions législatives et réglementaires favorables à l'équité et l'égalité de genre et à l'égal accès des femmes et des hommes aux sphères de décision.

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

**MINISTERE DES FINANCES
ET DU BUDGET**

DIRECTION DE LA PROGRAMMATION BUDGETAIRE
172, Avenue Président Lamine GUEYE